

UNIVERSITE DE KISANGANI



B.P. 2012

KISANGANI

FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION

Département des Sciences Economiques

**CONTRIBUTION DES RECETTES D'EXPORTATIONS
AGROINDUSTRIELLES A LA FORMATION DU PRODUIT
INTERIEUR BRUT EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU
CONGO DE 1980 A 2003**

Par

Jean Pierre MITANGO ma MANGATA

Mémoire

Présenté et défendu en vue de l'obtention du
Diplôme de Licence en Sciences Economiques.

Option : **Economie rurale.**

Directeur : **Gratien MOKONZI BAMBANOTA**

Professeur

Co-Directeur : **Léonard MWANASAKA KABUITA**

Professeur Associé

Année académique 2006-2007

EPIGRAPHE

« La racine est la principale source de vie de la plante. »

(J.M. ELA, Afrique des villages, p. 37)

IN MEMORIAM

*A notre père Ernest BOLUMA EDIA, le Géniteur du
potier de cet édifice, que le destin ne lui a pas laissé le temps de
vivre cet événement. Puisse la terre de nos Ancêtres lui soit douce.*

DEDICACE

A Dieu, JAVHE SABAOTH¹ ;

A notre mère Madeleine ALIBIABIA BESE ;

A nos sœur Béatrice MOLONGU et frère BOPATRICIAT.

¹ Samuel 17 : 18, Dieu des armées, Bible TOB

REMERCIEMENTS

De nombreuses heures ont été passées à mettre les idées contenues dans ce travail en ordre. Un tel effort ne se fait jamais seul. Il bénéficie de multiples aides intellectuelles qui méritent plus que remerciements.

De prime à bord, nous tenons à remercier le Professeurs Gratien MOKONZI BAMBANOTA pour avoir accepté la direction du présent travail, nonobstant ses multiples occupations, et le Professeur Léonard MWANASAKA KABUITA, co-Directeur de ce travail, pour sa volonté de nous intégrer dans l'aéropage des artisans de la science.

Notre gratitude au Professeur BANUITIA, Assistant ENYIMO, Assistant TENGAME, J. MITUATU, R. MBANGISA, D. MATUNDU, B. MONDELI, D. EGUMA, ... pour leurs assistances matérielles indéniables.

Nous remercions également la famille BOLUMA et autres : Marie Joséphine EBENDE, Cécile SAPATA, Elysée LOKENGA, Emma IDUMA, Nénette BAMBE, Firmin ABABA, Paulin LEGABO, Yvonne BOHAU, Eugénie MOMBOKO, Clarisse MANDANDA, Jean Benoît, ...

A Lili TONDE et Claudine MOPENE, pour leur affection fraternelle.

Que messieurs Innocent MBASO, Oscar MABONZE, Denis MPIO, Aimé MONGULU, Gérard NGANI, Olivier ISSAMBA, Jean-Marie MOHONGYA, Germain KASSA, Benjamin BEMBONGA, Dieudonné TOLOGBA, César APIA, Joël NGONGO, Ruffin ZENDA, ... trouvent nos sentiments de reconnaissance.

Nos sentiments de remerciements à nos frères et sœurs de MAMBENGA, de LOKOLE de MIEC, de MEBUKIS, et de l'auditoire qui ne sont pas nommément cités dans cette page.

Jean Pierre MITANGO ma MANGATA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

BAD	: Banque Africaine de Développement.
BCA	: Banque de Crédits Agricoles.
BM	: Banque Mondiale.
CNUCED	: Conférence des Nations Unies pour les Commerces et de Développement.
DSRP-I	: Document intérimaire des Stratégies de Réduction de la Pauvreté.
DTS	: Droits de Tirage Spéciaux.
FMI	: Fonds Monétaire International.
INEAC	: Institut National pour l'Etude Agronomique au Congo.
PIB	: Produit Intérieur Brut.
PNB	: Produit National Brut.
PIR	: programme Intérimaire Renforcé.
PMRR	: Programme Multisectoriel d'urgence de Reconstruction et de Réhabilitation.
PTM	: Programme Triennal Minimum.
RDC	: République Démocratique du Congo.
RR1	: Route Régionale Primaire
RR2	: Route Régionale Secondaire.
SNRDA	: Service National des Routes des Desserte Agricole.
SOFIDE	: Société de Financement de Développement.

LISTE DES TABLEAUX, GRAPHIQUES ET ANNEXES

Numéro	Intitulé	Page
Tableau 1	: Calcul du PIB nominal et réel	24
Tableau 2	: Zones de production des cultures industrielles	32
Tableau 3	: Etablissements recensés par région et par taille	33
Tableau 4	: Etablissements par activités économiques en province	34
Tableau 5	: Procédure de calcul de D/T	50
Tableau 6	: Indice élémentaire des productions et des exportations	53
Tableau 7	: Indice élémentaire des recettes d'exportation agroindustrielles et du PIB	55
Graphique 1	: Illustration de taux de recettes globales d'exportation	57
Graphique 2	: Illustration de recettes des produits agroindustriels	58
Graphique 3	: Illustration de taux de variations des productions et des exportations	59
Graphique 4	: Illustration de taux de variations des recettes d'exportations agroindustrielles et du PIB	60
Tableau 8	: Corrélation linéaire entre la réalisation et l'exécution du budget	63
Graphique 5	: Illustration de de droite d'ajustement linéaire (Trend)	66
Graphique 6	: Illustration de des mouvements conjoncturels	67
Annexe I	: Production agroindustrielle en tonne	-
Annexe II	: Répartition des recettes d'exportation par produit en DTS	-
Annexe III	: Estimation du PIB et de cours de change	-
Annexe IV	: Part des produits exportés dans les recettes globales	-
Annexe V	: Résultats du traitement des données	-
Annexe VI	: Valeur brute du PIB et de Trend	-
Annexe VII	: Calcul du coefficient conjoncturel des recettes	-

0. INTRODUCTION

0.1. Problématique

Aucun Etat ne peut envisager une croissance économique soutenue, sans habiller son économie d'une bonne politique économique. Maintes économies des pays de l'Afrique subsaharienne réalisent des croissances économiques mitigées, dont les causes fondamentales sont souvent d'ordre d'application inappropriée des instruments de la politique macroéconomiques et de la mauvaise identification des enjeux de la politique agricole.

Actuellement, l'importance des cultures industrielles n'est plus à démontrer dans l'économie d'une nation qui souhaite un développement économique efficace. Certes, les Etats qui réalisent de bonnes productions agricoles soulignent que la part réservée à l'exportation dans le secteur agricole est dominée par tes produits agro-industriels. C'est pourquoi sous d'autres, la population rurale dispose d'une bonne partie des terres uniquement pour les cultures industrielles. A ce propos H. DUPIN² dit que « le paysan peut être tenté de réserver une bonne partie des terres et souvent les meilleures, aux cultures destinées à l'industrie ou à l'exportation, celles qui lui procureront l'argent dont il a besoin. »

Sur base de réflexion scientifique jaillissant autour des cultures qui sollicitent l'implication de l'industrie de transformation dans une économie, il est utile pour nous de mesurer leur contribution dans l'ensemble de l'activité économique au sein de la République Démocratique du Congo, notamment à travers les valeurs ajoutées. Ainsi la priorité des cultures industrielles dans le secteur agricole s'avère fondamentale surtout dans la restructuration de l'appareil économique de production.

Dans l'instant, il est inutile de polémiquer autour de la résurgence des cultures industrielles dans le choix dont un pays opère pour sa politique de développement économique. Car les expériences des pays aujourd'hui industrialisés révèlent que les cultures de rente constituent un support indéniable pour la refondation de *l'essor économique* et de la relance industrielle. Leurs politiques économiques ont prouvé que ces cultures revêtent des valeurs

² H. DUPIN, « Nutrition humaine et développement économique et social », in *Revue Tiers-Monde*, PUF, Tome XIV, N°65, juin-sept, 1975, pp.185-209.

économiques inéluctables au balisage des pistes vers le développement. M. GILLIS³ précise que « nombre de pays en développement Colombie, Mexique, Nigeria, Malaysia et Philippines, par exemple ont connu, par la suite de leurs exportations des produits primaires, une évolution structurelle importante, mais qui ne leur a fait franchir qu'une partie du chemin vers le développement. »

Certes, seule une agriculture orientée vers l'industrie et, par suite, orientée à l'échange sur le marché international paraît comme une source avérée pour la redynamisation et la révolution des structures d'une économie. A en croire M. NORRO⁴, « les cultures d'exportation constituent généralement un stimulant à la mise en place et à l'entretien des infrastructures de distribution et de commercialisation et que ces infrastructures bénéficient ultérieurement à l'ensemble de la production. »

En outre, il est à constater que la bonne partie des recettes des produits agro-industriels est réalisée en devises grâce à l'exportation et ces recettes en devises impriment à l'économie une marque spéciale en réponse au déficit de la production vivrière. A cet effet F. MOKONDA⁵ souligne que « si les ministres ont opté pour la priorité aux cultures vivrières afin d'éviter la dépendance de l'Afrique à l'aide alimentaire, d'autres ont soutenu que seule la priorité à accorder aux cultures d'exportation peut permettre de générer les recettes en devises susceptibles de financer l'importation des denrées alimentaires à moindre coût que si elles étaient produites localement. »

Les effets positifs de l'exportation sont multiples et variés. Avec M. GILLIS⁶ nous disons que « si l'on considère des devises étrangères comme un facteur de croissance distinct, l'agriculture a également un rôle important à jouer dans la fourniture de ce facteur. L'exportation d'articles manufacturés constitue rarement les sources principales des devises étrangères pour un pays riche en ressources naturelles pétrole ou cuivre, par exemple. Le secteur agricole joue le rôle essentiel dans la fourniture des devises étrangères qui permettent l'achat à l'étranger des biens d'équipement et des biens intermédiaires dont la production nationale est impossible. »

³ M. GILLIS, *Economie de développement*, Bruxelles, De Boeck, 1998, p.569.

⁴ M. NORRO, *Economie africaine*, Bruxelles, De Boeck, 1994, p.114.

⁵ F. MOKONDA, *Politique agricole*, cours inédit, UNIKIS, FSEG, 2006 2007, p.59.

⁶ M. GILLIS, *ibidem* p.552

L'histoire de l'Afrique agricole renseigne que les décennies d'après l'indépendance avaient distinctement accordé de l'importance aux produits d'exportation. A ce titre, les études menées par M. NORRO⁷ ont montré que « dans les années 60, l'accent, prolongeant les anciennes préférences coloniales, fut d'abord mis sur les produits d'exportation, puis lors de la crise alimentaire du milieu des années 70, la préférence fut accordée aux productions vivrières. Dans les premières années de la décennie 80, les analyses du rapport **berg** et les politiques d'ajustement structurel insistèrent à nouveau sur la nécessité d'améliorer les recettes d'exportation. »

L'intervention bicamérale des cultures industrielles dans l'économie d'une nation, notamment à travers l'exportation et l'investissement, doit fonder ses stratégies dans la consolidation de l'activité économique, dont le secteur agricole constitue, pas moins important, une source majeure des capitaux pour une croissance économique moderne. Certains auteurs ont même laissé entendre que l'agriculture était la principale, voire la seule, source des capitaux dans la première phrase de développement, mais leur thèse exagère le rôle de ce secteur.

Cependant, l'ouverture des cultures industrielles aux échanges internationaux par exportation doit essentiellement se baser, au regard de termes de l'échange, sur la politique interne de développement que se focaliser sur les impératifs des industries du Nord. A ce propos, F. MUSA⁸ souligne que « l'extraversion ne doit donc pas être réduite à la prédominance du secteur exportateur sur l'ensemble de la structure économique soumise et façonnée en fonction des exigences du marché extérieur. Du reste, cela ne signifie nullement que le processus global du développement passe par l'autarcie, mais que par la mesure où elle est conçue comme un élément d'une politique interne de développement, et non comme substitut à cette politique. »

En fait, il est aujourd'hui aberrant dans notre langage de souhaiter *l'émergence* d'une culture qui ne profite pas à l'acteur primaire et qui ne cède pas la place à la distribution des revenus dans le circuit économique. Actuellement, le paysan est convaincu que la rétribution de travail des cultures industrielles prime sur celle des cultures vivrières. B. TRAORE⁹ affirme que « le revenu que le paysan peut tirer d'une culture de rapport est largement supérieur à celui

⁷ M. NORRO, Op. Cit, p.114.

⁸ F. MUSA MUKENDI, Histoire économique, cours inédit, UNIKIS, FSEG, 2004, p.59.

⁹ B. TRAORE, *Intégration économique de la paysannerie africaine en Afrique subsaharienne*, Paris, Harmattan, 1989, p.39.

que lui procurerait une culture vivrière dont le prix est habituellement et artificiellement maintenu bas. »

En outre, N.H. GRIFFON et al¹⁰ soulignent que « les produits agroindustriels jouent le rôle important dans les *économies* des pays en voie de développement ». Pendant ce temps, E.K. TAPSOBA¹¹ réitère que « dans de nombreux pays africains, le secteur agricole contribue pour plus de 50% au Produit Intérieur Brut : à l'emploi, aux recettes en devises au sein de secteur agricole et alimentaire ; les politiques ont été favorables aux grandes plantations qui produisaient de produits d'exportations agro-industrielles et défavorables au sous-secteur vivrier. »

Le revenu que gagne la communauté nationale à travers ses activités *agricoles notamment les cultures* industrielles permet au circuit économique d'apprécier le niveau réel de son économie. G. MANKIW¹² dit à cet effet que « quand on veut savoir comment tourne l'économie, il est naturel de regarder le revenu total généré par l'ensemble de la population. C'est précisément ce que fait le Produit Intérieur Brut. »

Par ailleurs, il convient de signaler que dans l'ensemble de l'activité économique d'une nation, la comptabilité nationale a institué le compte de production comme la vraie variable qui apprécie à juste titre le Produit Intérieur Brut. En effet, E. ARCHAMBAUT¹³ montre que « le compte de production décrit la liaison entre la production des biens et services et la consommation intermédiaire nécessaire pour obtenir cette production. Il ne compte que les opérations sur produit. La valeur ajoutée brute, marchand ou non marchand, mesure la contribution des secteurs institutionnels résident, c'est le Produit Intérieur Brut. »

Il est certain de croire qu'une nation qui fonde son économie sur la production des biens et services contribue sans contestation à la distribution des revenus qui facilitent tant soit peu la consommation de la communauté nationale, par ricochet le bien-être.

En effet, E. ARCHAMBAUT¹⁴ insiste que « avec l'étude de circuit *économique*, on a vu que la production des biens et services était « *occasion* » de distribuer des revenus

¹⁰ N.H. GRIFFON et al, *Les politiques agricoles et aliment en Afrique*, Kinshasa, Ed. Ministère de l'agro opération et développement, 1994, p.99.

¹¹ E.K. TAPSOBA *Les politiques de sécurité alimentaire en Afrique*, FAO, division de l'analyse des politiques, Rome, Etude FAO Développement économique et social 93, 1981.

¹² G. MANKIW, *Principe de l'Economie*, Paris, Economica, 1998, p. 14.

¹³ E. ARCHAMBAUT, *Comptabilité nationale*, Paris, Economica, 2003, pp. 128 et 60.

¹⁴ E. ARCHAMBAUT, *Ibidem*, pp. 128 et 60.

qui en constitue la contrepartie. Et la dépense de ces revenus ne peut se faire que sous forme de consommation ou d'accumulation des biens et services produits. » Parmi les grandeurs synthétiques qui mesurent le résultat de l'activité économique d'un pays, ajoute-il, « le Produit Intérieur Brut est l'agrégat fondamental. Il permet d'apprécier les résultats de l'activité économique nationale et mesurer la valeur des biens et services produits par les unités résidentes et disponibles pour les emplois finals. »

Dans toutes les nations, l'ensemble de l'activité économique est représenté par le PIB et le secteur agricole n'est qu'une variante parmi tant d'autres. Cette mesure fondamentale qu'est le PIB n'est pas à confondre avec le Produit National Brut. C'est pourquoi P.R. KRUGMAN et al¹⁵ affirment que « la plupart de pays autres que les Etats-Unis utilisent depuis longtemps le PIB plutôt que le PNB *comme* mesure principale de l'activité économique de la *nation*. En 1991, les Etats-Unis ont commencé à suivre cette pratique. »

Cependant, parmi la multitude des cultures industrielles dont la diversité est *sans fin*, le café, le caoutchouc, l'huile de palme, le *cacao* et le coton sont comme symboles qui résument à elles seules, l'évolution des productions agricoles choisies dans le cadre de ce travail. De même, le PIB à étudier sera celui aux prix du marché et non aux coûts des facteurs.

La croissance économique réelle en RDC reste essentiellement tributaire du secteur primaire et fondamentalement pertinent dans la production agricole qui génère les valeurs ajoutées à travers le processus d'exploitation industrielle. Selon G. MUHEME¹⁶, « la théorie de croissance économique de ROSTOW est une théorie de raisonnement par escalier : on estime que la population est d'abord agraire ; ensuite, la société est chasseur et, enfin, la société est industrielle. »

La question de dégager la contribution de chaque secteur dans l'activité économique est actuellement cruciale pour la restructuration d'une économie. Ainsi, nous nous évertuons de savoir si la part exacte des recettes d'exportation, générées par les produits agroindustriels, était suffisante dans la formation du Produit Intérieur Brut. Qu'à cela ne tienne, nos interrogations sont fondées sur les questions suivantes :

¹⁵ P.R. KRUGMAN et al., *Economie internationale*, Bruxelles, Nouveaux horizons, 1995, p. 352.

¹⁶ G. MUHEME BAGALWA, *Economie de développement*, Cours inédit, UNIKIS, L1 FSEG, 2005 2006, p.

- Quelle est l'évolution de la production, des exportations agro-industrielles et du Produit Intérieur Brut en République Démocratique du Congo de 1980 à 2003 ?
- Quelle est leur part des recettes d'exportations agro-industrielles dans le Produit Intérieur Brut en République Démocratique du Congo de 1980 à 2003 ?
- Quels sont les enjeux de la transformation structurelle de l'économie congolaise par les cultures industrielles ?

0.2. Hypothèse

Les hypothèses qui sont considérées comme des réponses anticipées au regard des questions de recherche posées à la problématique peuvent s'énoncer, dans le cadre de notre travail, comme suit :

- L'évolution de la production, des exportations agro-industrielles et du Produit Intérieur Brut en République Démocratique du Congo de 1980 à 2003 serait croissante ;
- La part des recettes d'exportations agro-industrielles dans le Produit Intérieur Brut en République Démocratique du Congo de 1980 à 2003 serait significativement considérable ;
- Les enjeux de la transformation structurelle de l'économie congolaise par les cultures industrielles seraient liés à la mondialisation, à la politique d'industrialisation, à la désarticulation de structures de l'économie domestique, etc.

0.3. But et objectifs du travail

Le but poursuivi dans cette étude est l'amélioration du volume des recettes provenant de l'exportation des produits agro-industriels au niveau de la formation du Produit Intérieur Brut en République Démocratique du Congo.

L'objectif général de ce travail est de montrer dans quelle mesure les recettes d'exportation des produits agro-industriels peuvent intervenir dans l'ensemble de l'activité économique du pays. En d'autres termes, cette étude s'emploie à mesurer l'importance et le rôle économique du sous-secteur agro-industriel dans le développement économique du pays.

Comme objectifs spécifiques assignés à cette recherche, cette étude est réalisée dans le souci de :

- Indiquer l'évolution de la production, des exportations agro-industrielles et du Produit Intérieur Brut en République Démocratique du Congo de 1980 à 2003 ;
- Dégager la part des recettes d'exportations agro-industrielles dans le Produit Intérieur Brut en République Démocratique du Congo de 1980 à 2003 ;
- Présenter les enjeux de la transformation structurelle de l'économie congolaise par les cultures industrielles, notamment café, cacao, coton, caoutchouc et huile de palme, pour un développement économique soutenu.

0.4. Choix et intérêt du sujet

En portant le choix sur ce sujet, nous avons été motivé par la précarité du niveau de vie de la population de la RDC et l'extraversion de l'économie congolaise par une importance particulières sur les produits miniers qu'agricoles et autres. La marginalisation du secteur agro-industriel, comme catalyseur des économies du monde par sa fourniture en devises étrangères, était notre principale préoccupation pour une économie à faible niveau de PIB et de taux de croissance.

Comme on le constate, ce travail présente un double intérêt, notamment scientifique ou théorique et social ou pratique.

Sur le plan scientifique, ce travail peut aider les décideurs politiques à la prise des initiatives sur la relance des activités agricoles, sur le fondement de la croissance économique (PIB) par la dynamique des cultures industrielles et enfin sur l'orientation de la politique de financement de sous-secteur vivrier par les devises secrétées des exportations des produits agro-industriels. Ce travail constitue un cahier de charge de l'homme politique congolais à définir la politique économique sur la politique agricole à partir de son sous-secteur agro-industriel.

Sur le plan scientifique, ce travail enrichit les théories économiques, particulièrement dans le domaine de l'économie rurale, sur les mécanismes de promouvoir la production et les exportations des cultures industrielles qui peuvent générer les recettes nécessaires pour le Produit Intérieur Brut. D'un autre point de vue, il constitue une source d'informations utiles pour les scientifiques dans les recherches en économie agricole qui est le fondement de développement rural.

0.5. Méthodologie

Ce travail, en quête de caractère scientifique, a fait usage d'un côté des méthodes inductive et, de l'autre côté, de la technique documentaire.

A en croire L. MEYNARD¹⁷, « la méthode est un ordre suivi par l'esprit où peuvent se jouer tous les modes de raisonnement : déduction, induction, comparaison, etc. » La méthode inductive nous a aidé à analyser quelques cultures industrielles (café, cacao, caoutchouc, coton et huile de palme) pour généraliser les résultats sur l'ensemble du secteur agricole.

En recourant à technique documentaire, NGBELEMA¹⁸ nous renseigne que « en sciences sociales et humaines, la documentation consiste à utiliser les renseignements écrits antérieurement par diverses personnes à des fins de recherche. Il s'agit des opérations qui consistent à consulter un document qui est une donnée écrite relative au problème à étudier. » A cet effet, nous avons eu à consulter les rapports de la Banque *Centrale* du Congo, les documents des ministères de l'agriculture et du plan relatifs aux données de notre étude, etc.

0.6. Délimitation

La délimitation d'une étude scientifique peut se faire dans le domaine, dans le temps, dans l'espace, etc. selon que l'auteur tient à précision le champ de couverture de son investigation. Dans le cas de notre étude, nous allons nous limiter à la délimitation spatiale et temporelle.

Le choix spatial de la RDC comme cadre spatial de notre travail s'explique par le simple motif de mesurer le potentiel agricole congolais et le niveau de l'économie nationale face au bien-être de la communauté nationale.

Sur le plan temporel, ce travail couvre une période allant de 1980 à 2003, ce choix temporel est lié, d'une part, à la disponibilité des données statistiques et, d'autre part, à la comparaison de l'activité économique durant les différents régimes politiques qu'a connus la République Démocratique du Congo.

¹⁷ L. MEYNARD, *La connaissance*, Paris, Eugène, 1963, p.219.

¹⁸ L. NGBELEMA, Enquête sur l'évolution de la production de l'huile de palme de PLZ, TFC inédit ISC/Kisangani, 1996, p.19.

0.7. Difficultés rencontrées

L'alternance des faits économiques offre éventuellement le premier ' *angle* d'obstacles à affronter dans le circuit économique. L'insuffisance des moyens, la rareté d'ouvrages, les rendez-vous manqués, ... ont été observés comme des difficultés majeurs dans la réalisation de notre travail.

Pour surmonter ces difficultés, nous avons fait preuve de la volonté, de l'abnégation, de la patience et de la détermination.

0.8. Subdivision du travail

Outre l'introduction et la conclusion, ce travail est subdivisé en quatre chapitres qui se présentent comme suit :

- Le chapitre premier qui porte sur les Considérations théoriques nous permet de donner des précisions terminologiques aux concepts qui entourent la formulation de notre sujet.
- Le chapitre deuxième traite le Cadre contextuel des cultures industrielles et du Produit Intérieur Brut dans l'économie congolaise.
- Le chapitre troisième insiste sur les démarches méthodologiques où nous allons donner une précision sur les outils de récolte et de traitement des données et les méthodes qui expliquent le phénomène.
- Le chapitre quatrième présente la contribution des recettes agro-industrielles à la formation du Produit Intérieur Brut en République Démocratique du Congo. Ce chapitre se concentre sur l'évolution de la production, des exportations et du PIB, de la part des recettes dans le PIB et des enjeux de la transformation structurelle de l'économie congolaise.

CHAPITRE PREMIER : **CONSIDERATIONS GENERALES**

Les éléments à développer dans ce chapitre s'attèlent d'abord sur les aspects généraux qui intéressent les cultures industrielles, ensuite, sur les différentes optiques du Produit Intérieur Brut et, enfin, sur les instruments essentiels à travers lesquels le pays définit sa politique au niveau du commerce international. Telle est l'ossature que nous donnons à ce chapitre qui vient éclairer la lanterne sur les ambiguïtés terminologiques.

1.1. Généralités sur les cultures industrielles

Les interprétations données aujourd'hui à la culture industrielle n'ont rien à voir avec les définitions de chaque concept pris dans le sens isolé. Néanmoins, il est logique de retenir que dans ce type des cultures, le processus de produit fini ou semi-ouvré pour la commercialisation nécessite l'implication sine qua non de l'industrie, au cours de laquelle intervient la phase de la consommation intermédiaire.

Aujourd'hui, les cultures industrielles sont passionnées dans les pays des économies en gestation, parce qu'elles servent avantageusement à la restructuration de l'appareil de production. F. GAGEY¹⁹ affirme que « s'il est vrai qu'en ce domaine des scandales ont pu être dénoncés dans quelques pays, nous voudrions montrer pour notre part que le développement des cultures industrielles peut au contraire constituer un élément favorisant à la mise en place d'appareil de production plus performants et plus efficaces propres à assurer la création de surplus vivriers. »

Cependant, la présentation des cultures industrielle, qu'on peut constater à travers le café, le cacao, le caoutchouc, le coton et l'huile de palme marque les préoccupations fondamentales qui résument les options que l'économie du Congo, conviendrait de dégager pour l'élaboration et la mise en œuvre des programmes d'action efficaces du secteur agricole. Ainsi, nous détaillons la particularité des spéculations ci-dessus énumérées pour nous éclairer sur la faisabilité de leur productivité dans la sphère économique du Congo.

¹⁹ F. GAGEY, *Comprendre l'Economie africaine*, Paris, Harmattan, 1985, p.257.

1.1.1. Culture de Cacao

1.1.1.1. Source²⁰

Le cacaoyer appartient à l'espèce THEOBROMA cacao L. faisant partie de la famille de STERCULIACEES. Le fruit du cacaoyer, ou cabosse, se développe cinq à sept mois. Les graines de cacaoyer, ou fève, est une graine sans albumen recouverte d'une pulpe mucilagineuse sucrée, de couleur blanche. La plus grande partie des plantations de cacaoyer est reparti dans la zone intertropicale humide entre 10° de latitude Nord et 10° de latitude Sud. La température moyenne optimale se situe aux environs de 25°C, mais le facteur climatique le plus important est la pluviométrie maximale annuelle de 1.500mm.

1.1.1.2. Production et utilité

Les plantations sont établies généralement à une densité de 1000 à 1500 arbres par hectare. Le cacaoyer commence à produire vers la quatrième année, mais n'atteint sa pleine production que trois ou quatre ans plus tard. Une plantation bien entretenue et correctement exploitée peut fournir une production annuelle de l'ordre d'une tonne de cacao marchande, mais la moyenne de production reste encore très inférieure et se situe selon les pays entre 300 à 400kg.

La fève de cacao est très riche en matières grasses : sa teneur en beurre est généralement supérieure à 50%. Riche en protéine et en amidon, elle a de qualités alimentaires indéniables. La présence de théobromine et de caféine lui confère également les propriétés stimulantes. La fève de cacao constitue la matière première d'une importante industrie qui fabrique soit le produit demi finis et les produits finis.

1.1.2. Culture de café²¹

1.1.2.1. Source

Les caféiers appartiennent à la grande famille de RUBIACEES dont ils constituent le genre coffea créée par A.L. de Jussieu. Le fruit est une drupe appelé cerise, ovoïde de 10 à 20 mm de long, pourvue de deux graines, ou fèves, planes-convexe, revêtues d'une membrane coriace, la parche, leur albumen corné contient de 1 à 2% (C. Robusta) de caféine. La culture

²⁰ F. GAGEY, *Encyclopédie internationale des sciences et des techniques*, Paris, Les Presses de la cité, 1978, p.546

²¹ Idem., p.554

caféière est favorable au climat et aux sols d'origine de deux espèces, à savoir un climat tropical tempéré par l'altitude à deux saisons contrastées pour le *C. Arabica* et un climat subéquatorial, humide et chaud pour le *C. Robusta*.

1.1.2.2. Production et utilité

Durant la vie économique des caféiers, les caféraies de type familial ou industriel réalisées aussi bien en Afrique, en Asie qu'en Amérique latine dégagent les rendements suivants : 100 à 300kg /ha (production médiocre) à 1 t/ ha (bonne production) jusqu'à 5 à 6t/ha avec les meilleures variétés dans excellentes conditions culturales. Les cafés, séchés au soleil ou dans les séchoirs artificiels, sont *finalement* conditionnés pour l'exportation par nettoyage, tirage densimétrique et calorimétrique, calibrage, mélange et homogénéisation de lot (bulking), ensachage et marquage selon les descriptions des contrats ou normes réglementaires.

Venant dans le commerce international au second rang après le *pétrole*, le *café* constitue la somme la plus importante des revenus en devises étrangères d'une quinzaine de pays africains et latino-américains. Employant, dans 50 pays producteurs, vingt millions de personnes actives, les ressources qu'il leur procure contribuent à assurer une plus ou moins grande part de revenu national de ces Etats tropicaux en voie de développement et à y maintenir une certaine stabilité économique et sociale. Le café contient la caféine, composé cristallin (p.f. : 2380°C) incolore peu soluble dans l'eau, de caractère basique. La caféine renforce la perception des excitations sensorielles, facilite le conditionnement et les associations d'idées, diminue la sensation de fatigue, lutte contre la somnolence et provoque même l'insomnie.

1.1.3. Culture de caoutchouc²²

1.1.3.1.Source

Le caoutchouc naturel (mot caoutchouc dans la langue des indigènes d'Amazonie signifie « bois qui pleure ») est constitué pour 94% par le polysoprène presque en totalité en enchaînement 1,4-cis, et, pour le reste par des acides gras, des stérols, des stabilisants naturels et des protéines. Son poids moléculaire varie de 300 000 à plus d'un million. On le tire d'environ de 200 espèces différents des plantes dont la plus importante est *Hévéa brasiliensis*, originaire du Brésil et cultivé à présent dans les régions tropicales de tous les continents.

²² P. AUGER et al., *Op. Cit.*, pp. 628 et 771

1.1.3.2. Production et utilité

Après avoir incisé l'écorce de l'arbre, on recueille le latex qui est *stabilisé*, coagulé et travaillé. La plante produite en moyenne 2,7 kg de caoutchouc par an ; elle est exploitée d'habitude de la 7^{ème} à la 34^{ème} année de vie en alternant des périodes de production et de repos. Sur un hectare de terrain, on plante en moyenne 250 à 300 arbres. La production moyenne est donc de 500 à 600 kg de caoutchouc par hectare et dans les cas exceptionnels, avec des cultures sélectionnées, on arrive même à 2000 kg par hectare.

Les articles en caoutchouc sont produits par les industries de transformation, suivant un cycle d'opération de caractère général valable pour tous les types d'élastomères : travail de polymère, mélange, usinage et vulcanisation. C'est sur lui que fut fondée toute industrie de transformation : la société F. Bayer d'Elberfeld (1921) eut présenté au congrès international de chimie de New York des pneus en caoutchouc que, C. Goodyear (1941) étendit à toute la masse le procédé qui prit le nom de vulcanisation, ... ; ces événements manquèrent le début de développement industriel de caoutchouc.

1.1.4. Culture de coton

1.1.4.1.Sources²³

Le cotonnier appartient à la famille de *malvacees*, sous tribu des *hibisceaes*, genre *Gossypium*. On distingue les espèces sauvages, sans fibres, des espèces cultivées portant des fibres. Les feuilles sont couvertes de fibres appelées soies et lins mesurant de 18 à 45 mm de long.

1.1.4.2. Production et utilité

La densité moyenne la plus favorable à une haute production est de 100.000 plantes à l'hectare environ. Le cycle de cotonnier qui dure 150 à 200 jours en moyenne peut être découpé en trois phases : germination et levée, préfloraison et maturation. Au début de sa vie, le cotonnier a besoin de quantités élevées tant d'azote que de phosphate, de potasse, de chaux et de magnésium.

²³ P. AUGER et al., *Op. Cit.*, pp.628 et 771

Le cotonnier est une plante industrielle cultivée principalement pour sa fibre, mais la graine est également utilisée en huilerie et en alimentation humaine. L'amande est constituée par la gennule et les deux cotylédons repliés ; les substances de réserve accumulées sont riches en huile et en protéine. La graine est utilisée en huilerie puis pour sa farine riche en lysine et en vitamine A.

1.1.5. Culture de palmier à huile²⁴

1.1.5.1. Source

Le palmier à huile du genre *Elaeis* appartient à la famille des palmiers, sous la famille de *Céroxyloïdées*, tribu des *cacoées*. Le fruit de palmier à huile est une drupe dont l'enveloppe pulpeuse externe fournit huile de palme. A l'extérieur de pulpe ou mésocarpe se trouve une noix à coque dure qui renferme l'amande de palmiste qui donne deux produits : huile palmiste et le résidu, le tourteau de l'amande.

1.2. Généralités sur le Produit Intérieur Brut

Dans presque toutes les économies du monde, la valeur de tous les biens et services produits au sein d'un pays pour la consommation finale de sa population est représentée par le Produit Intérieur Brut. E. ARCHAMBAUT²⁵ ajoute à cet effet que « la somme de valeurs ajoutées à tous les stades du processus de production s'appelle le PIB. Le PIB est l'agrégat qui représente la masse de biens et services produits par les unités résidentes et mis à la disposition des utilisateurs finals. Le PIB ne comporte pas la double comptabilisation à l'exception de montant de l'amortissement. »

Actuellement dans le circuit économique des nations, la comptabilité nationale se sert du PIB pour réguler les opérations économiques sur revenus et sur dépenses effectuées par les agents économiques. G. MANKIW²⁶ précise que « cette donnée qu'est le PIB mesure deux choses en même temps : le revenu total de chaque acteur de l'économie et la dépense totale de l'économie en biens et services. Le PIB parvient à mesurer en même temps le revenu et la dépense du pays, c'est parce que ces deux concepts sont identiques. Pour l'économie globale, le revenu doit être égal à la dépense. »

²⁴ P. AUGER, Op. Cit., p.573

²⁵ E. ARCHAMBAUT, Op. Cit.p. 23

²⁶ G. MANKIW, Op. Cit., p. 320

Cependant, il convient de signaler que le calcul du PIB porte souvent à confusion lorsqu'on ne sait pas le localiser selon les coûts de *facteurs* ou selon les prix du marché. En effet, les affirmations de F. MOKILI²⁷ attestent que « le Produit Intérieur Brut aux prix du marché est égal au total des dépenses finales sur les biens et services aux prix d'acquisition moins la valeur des importations des biens et services. Tandis que le PIB aux coûts de facteurs est égal au PIB au prix du marché moins les impôts indirects ajoutés des subventions.

1.2.1. Production globale

Lorsque l'économiste français F. QUESNAY dresse, pour la première fois, un « Tableau Economique » de la France au 18^e siècle, il impute des données très hasardeuses aux achats et aux ventes des produits agricoles et manufacturiers. Depuis la fin des années quarante, les mesures de la production globale ont été régulièrement publiées en France et aux Etats-Unis. O. BLANCHARD et D. COHEN²⁸ ont attesté que « la mesure de la production globale en comptabilité *nationale* est le Produit Intérieur Brut, en abrégé PIB. Il y a trois façons de concevoir le PIB d'une économie : d'abord au côté de la production, le PIB est la valeur des biens et services finaux produits au cours d'une certaine période ; ensuite, le PIB est la somme des valeurs ajoutées dans l'économie durant la période (production) ; et, enfin du côté de revenu, le PIB est la somme de revenus distribués en période. »

1.2.1.1. Composantes du PIB.

Lorsque l'on cherche à comprendre quels sont les déterminants de la production, il faut décomposer la production agrégée (PIB) en fonction des types des biens produits et les types d'acheteurs.

O. BLANCHARD et al.²⁹ Renseigne qu'il existe quatre composantes :

- La consommation (c) est la composante la plus importante du PIB et elle *représente* l'ensemble de biens *achetés par* les ménages.
- L'investissement (I) se décompose en investissement les entreprises, achat par les entreprises de nouveaux terrains ou nouvelles machines et investissement de particulier, achat par le ménage de nouvelles maisons ou appartements.

²⁷ F. MOKILI, *Comptabilité nationale*, cours inédit, FSEG/Unikis, 2004.

²⁸ O. BLANCHARD et al., *Macro économie*, Paris, Pearson, 2004, p. 25

²⁹ Idem, p. 32

- Les dépenses gouvernementales (G) correspondent aux achats des biens et services par le gouvernement que ce soient les autorités locales ou nationales. Notions que ces dépenses n'incluent pas les transferts opérés par le gouvernement (assurance sociale), ni les *intérêts payés* sur la dette publique.
- Les exportations nettes (X-M) ou balance commerciale est la différence entre les importations (achat des biens et services étrangers par les ménages, les entreprises et le gouvernement) et les exportations (achat par l'étranger des biens et services nationaux).

La formule $Y = C + I + G + X - M$ résume cette décomposition fondamentale du PIB. Pour G. MANKIW, cette équation est une identité, c'est-à-dire équation vérifiée par nature même des variables qui composent l'unité monétaire du PIB dépensée allant dans l'une de quatre composantes du PIB, le total doit être égal au PIB.

1.2.1.2. Déflateur du PIB

1.2.1.2.1. PIB réel ET PIB nominal

Si l'on constate une augmentation du PIB d'une année à l'autre, l'on peut conclure soit une augmentation de la production des biens et services, soit une augmentation de leurs prix.

O. BLANCHARD³⁰ et al. Proposent les définitions « du PIB nominal comme la somme de *quantités* des biens finaux produits multipliés par leur prix *courant*. De cette définition, le PIB nominal peut croître dans le temps pour deux raisons : d'abord, parce que la production de la plupart de biens s'accroît avec le temps, ensuite, parce que les prix de la plupart de biens s'accroissent aussi. Le PIB réel se définit comme la moyenne pondérée de la production de tous les biens finaux ». A première vue, ces définitions paraissent univoques. Il faut l'intervention de G. MANKIW³¹ pour dire que « le PIB nominal évalue la production des biens et services à l'aide des prix courants. Alors que le PIB réel évalue cette même production à l'aide de prix d'une année de base (prix *constant*) ; puis qu'il n'est pas affecté par les variations des prix, le PIB réel mesure la production des biens et services de l'économie. »

³⁰ O. BLANCHARD et al., *Op. Cit.*, p. 24

³¹ G. MANKIW, *Op. Cit.*, p. 615

De cette façon, le taux de croissance de PIB pour l'année t fait référence de taux de croissance du PIB réel au cours de l'année t . Le taux de croissance du PIB vaut donc :

$$(Y_t - Y_{t-1}) / Y_{t-1}$$

Les périodes de croissance positive *sont* appelées EXPANSION et les périodes de croissance négative sont appelées RECESSION. Le tableau ci-dessous avec un exemple pris au hasard, nous permet d'appréhender le calcul de PIB réel et nominal.

Tableau 1 : Calcul du PIB nominal et PIB réel (en dollars américains)

ANNEE	CAFE	HUILE DE PALME		
	PRIX	QUANTITE	PRIX	QUANTITE
2001	1\$	100	2\$	50
2002	2\$	150	3\$	100

Source : Conception personnelle à partir de données de notre enquête

a) Calcul du PIB nominal

$$2001 \quad (1\$/\text{Kg café} \times 100 \text{ Kg}) + (2\$/\text{fût d'HP} \times 50 \text{ fût}) = 200\$$$

$$2002 \quad (2\$/\text{Kg café} \times 150 \text{ Kg}) + (3\$/\text{fût d'HP} \times 100 \text{ fût}) = 600\$$$

b) Calcul du PIB réel

$$2001 \quad (1\$/\text{Kg café} \times 100 \text{ Kg}) + (2\$/\text{fût d'HP} \times 50 \text{ fût}) = 200\$$$

$$2002 \quad (1\$/\text{Kg café} \times 150 \text{ Kg}) + (2\$/\text{fût d'HP} \times 100 \text{ fût}) = 350\$$$

Ces calculs renseignent que le PIB nominal qui est égal à la quantité de café et de l'huile de palme produite multipliée par leurs prix s'élève 200\$ en 2001 à 600\$ en 2002, soit un accroissement de 40%. Le PIB réel avec la même quantité mais au prix de 2001 s'élève à 200\$ et à 350\$ respectivement en 2001 et 2002, soit un accroissement de 15%.

Par ailleurs, il convient de souligner que l'accroissement qui traduit la capacité de l'économie à faire face ou à répondre aux préoccupations de la communauté nationale est celui du PIB réel, parce qu'il est corrigé de l'inflation. A cela G. MANKIW³² montre que « le PIB reflète la capacité de l'économie à satisfaire les besoins et les désirs des membres de la société. Quand les économistes parlent du PIB, il s'agit donc le plus souvent du PIB réel. Et quand ils parlent de la croissance économique, ils la mesurent en termes de taux de variation du PIB réel. »

³² G. MANKIW, *Op. Cit.*, p. 619

1.2.1.2.1. Calcul du déflateur du PIB

A partir du PIB nominal et réel, on peut calculer une troisième statistique intéressante : Déflateur du PIB. Ce dernier indique la part de la variation du PIB nominal imputable à une variation des prix et non à une variation de quantités. G. MANKIW³³ ajoute que « le déflateur du PIB est une de deux mesures couramment utilisées par les économistes pour apprécier l'évolution des prix. »

Supposons que le PIB nominal augmente, mais que le PIB réel, Y_t , soit inchangé ; l'accroissement du PIB nominal doit être dû à une hausse des prix. Ceci motive la définition du déflateur du PIB qui, selon O. BLANCHARD et al.³⁴ Est le ratio du PIB nominal au PIB réel durant l'année t , multiplié par cent. » Sa formule se présente comme suit :

$$P_t = \frac{\text{PIB nominal en } t}{\text{PIB réel en } t} \times 100$$

Sur base des données de tableau 1, le déflateur du PIB peut se calculer comme suit :

$$2001 = 200 \$ / 200 \$ \times 100 = 100$$

$$2002 = 600 \$ / 350 \$ \times 100 = 171$$

Il ressort qu'en 2001, les PIB réel et PIB nominal sont égaux à 200 \$, donc le déflateur est égal à 100 (le déflateur set est toujours égal à 100 l'année de base). En 2002, le PIB nominal est égal à 600 \$, le PIB réel est de 350 \$, donc le déflateur est de 171. Le PIB nominal mesurant la valeur de la production aux prix de l'année au prix courant, alors que le PIB nominal la mesure aux prix de l'année courante et l'année de base, le déflateur du PIB mesure la variation des prix entre l'année courante et l'année de base. Dans le cas d'espèce, les prix ont augmenté de 71% d'une année à l'autre.

En outre, O. BLANCHARD³⁵ précise que le déflateur du PIB est un simple *indice*. Son niveau est arbitraire s'il est égal à 100 et n'a pas de sens économique. Mais son

³³ G. MANKIW, Op. Cit., p. 618.

³⁴ O. BLANCHARD et al., Op. Cit., p. 23.

³⁵ Idem, p. 27

taux de variation, lui, a une interprétation économique : « il donne la proportion dans laquelle les prix s'accroissent au cours de temps d'inflation ».

1.2.2. Circuit économique

A partir de Tableau Economique d'Ensemble, on peut calculer le PIB *selon trois optiques différentes, correspondant à différents stades de circuit* économique : optique de la production, optique de revenu et optique de dépense. A cet effet E. ARCHAMBAUT³⁶ explique le fonctionnement de chaque optique comme suit :

1.2.2.1. L'optique de la production

Le PIB est calculé à partir du solde de compte de la production de l'économie nationale. Il est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes de secteurs institutionnels résidents y compris les impôts nets des subventions sur les produits. En effet, le compte de production décrit la fonction de production, exercée principalement par les sociétés non financières et par les entreprises individuelles décrites dans le compte des ménages. Cependant tous les secteurs institutionnels ont une production marchande et non marchande. Le solde du compte de production de l'ensemble des secteurs institutionnels résidents, c'est le PIB.

1.2.1.2. L'optique du revenu

Le PIB peut également être obtenu en « remontant » le compte d'exploitation de l'économie nationale : il correspond alors à la somme de revenus distribués par les secteurs résidents à l'occasion de la production, à la somme des revenus primaires, c'est le revenu avant redistribution, le revenu lié à la production ou revenu primaire. La somme des revenus primaire de cinq secteurs institutionnels *résidents*, c'est le revenu *national* (*brut* ou *net*). Il est égal au Produit Intérieur (Brut ou Net) auquel on ajoute les revenus primaires reçus du reste du monde et dont on retranche les revenus primaires versées au reste du monde.

1.2.2.3. L'optique de la dépense

Le PIB peut enfin être calculé à partir de la somme des emplois finals des biens et services, dont on déduit les importations. En effet, le compte d'utilisation de revenu, c'est un compte axé sur la fonction de consommation. Il montre comment le secteur institutionnel

³⁶ E. ARCHAMBAUT, *Op. Cit.*, p. 48

repartit son revenu disponible entre la consommation finale disponible et emploi une seule opération sur les biens et services, la dépense de consommation finale.

1.2.3. Indicateur de bien-être

Des agrégats comme le revenu national, la dépense nationale, le Produit Intérieur Brut, etc. sont calculés par tous les pays et *transmis* aux organisations internationales à des fins de comparaison internationale. Ces organisations internationales vérifient que les méthodes de calcul sont bien identiques.

E. ARCHAMBAUT³⁷ ajoute que « pour éliminer l'influence des différences de population entre pays, le même pays à des dates différentes, on calcule fréquemment des agrégats par tête. Le PIB est ainsi utilisé comme un indicateur de niveau de bien-être. Cet agrégat a l'avantage d'être simple et d'être disponible pour tous les pays, quel que soit leur niveau de développement. »

Cependant, G. MUHEME³⁷ souligne que « une croissance économique élevée n'est pas *synonyme* d'une augmentation de niveau de vie. Il faut faire le rapport entre une économie et la population total du pays concerné, c'est le PIB par habitant. La notion de PIB per capita permet par ailleurs de comparer des pays. »

E. ARCHAMBAUT³⁸ précise que « le PIB par tête indique la masse de biens et services qui sont, en moyenne, mis annuellement à la disposition d'un individu en vue d'emplois finals, et n'ont pas été importées. Cette masse de biens et services estime à sa valeur d'échange et on n'a aucune indication sur sa valeur d'usage. »

1.3. Généralités sur le marché international

Il est imprécis de traiter les questions de cultures de l'exportation sans parler du marché international où les produits agro-industriels subissent les éventuels impératifs des cours mondiaux liés à certaines conditionnalités tant endogènes qu'exogènes. Dans ce point, nous parlerons des accords internationaux, de la stabilité du marché et de la politique douanière.

³⁷ G. MUHEME, Op. Cit.,

³⁸ E. ARCHAMBAUT, Op. Cit., p. 141

1.3.1. Accords internationaux sur les produits de base

Les actions de la conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED) est marquée par la responsabilité qu'elle exerce dans la négociation des accords internationaux sur les produits de base. Les pays développés ont toujours cherché à s'affranchir de la dépendance de matières premières en exerçant le monopole de la recherche scientifique et technique des produits de substitution, en dominant le marché, en utilisant les armes de la faim ou de la guerre.

Il existe des accords de stabilisation des prix qui cherchent à réduire les fluctuations. Les accords de stock régulateur, préconisés par Haberler, offrent de grands avantages, mais ils sont coûteux et techniquement stabilisent les prix en limitant les quantités offertes selon le *cours* mondial ; ils ne *sont* applicables que si tous les pays producteurs s'entendent, sous effet de substitution de leurs exportations. D'autres accords internationaux tentent de dépasser la problématique des prix, soit par l'organisation d'un marché, soit par un programme intégré pour les produits de base.

1.3.1.1. Accords entre producteur et consommateur

Les accords internationaux, défendus par la CNUCED, présentent deux *caractéristiques* essentielles : ils *sont* limités dans le temps et ils peuvent toujours être remis en question par les pays signataires, sans qu'aucune sanction ne puisse leur être appliquée. Plusieurs accords ont été signés : le blé, le café, le cacao, le sucre, l'huile d'olive, ... et des conventions périodiques existent concernant de nombreux autres produits : thé, coton, zinc, etc.

L'accord sur le café, négocié en 1975, réduit la prééminence de consommateurs sur un marché dominé par les firmes multinationales, qui disposent de stocks non négligeables. Il comprend des objectifs à court terme comme contingentement les stocks ou la constitution d'un fonds destiné à financer la diversification des productions.

1.3.1.2. Programme intégré pour les produits de base

Ce programme intéresse les pays en voie de développement et il est conçu comme un tout et négocié comme tel. Le programme global intégré diffère des accords ponctuels sur trois points, à savoir :

- D'abord, le programme traite dans leur ensemble les problèmes des pays en voie de développement dans le domaine des produits primaires, en proposant un ensemble commun de principes, d'objectifs et lignes directrices.
- Ensuite, une action internationale est recommandée sur des groupes des produits, au moyen de mesure telle que les stocks régulateurs.
- Enfin, l'action pour chaque produit porte sur un ensemble très large des caractéristiques (commercialisation, promotion, diversification transformation et accès au marché).

De manière globale, le programme cherche à assurer la gestion globale des ressources à des fins de développement, à préserver le pouvoir d'achat des exportations des pays du Tiers-monde, à éviter la spéculation et à modifier les structures de dépendance des produits de base à l'égard des pays développés.

1.3.2. Stabilité de marché

La composition des productions est importante pour le bien-être parce qu'elle est indispensable pour les termes de l'échange, au marché mondial.

A en croire R. CAVES et R. JONES³⁹, « si les marchés mondiaux sont déséquilibrés par ce changement de production, les termes de l'échange s'améliorent, et par conséquent le prix relatif des importations de nourriture baissera. »

Cet argument est un point de vue fondamental pour l'analyse de droit de *douane*. Si le gouvernement du pays domestique peut, d'une manière ou d'une autre, faire en sorte que les prix domestiques soient différents des prix mondiaux, il pourrait encourager une plus grande production des biens importés, en augmentant son prix relatif domestique. Et cela peut augmenter le bien être dans le pays domestique dans la mesure où cela fait varier les prix mondiaux.

1.3.2.1. Croissance des productions

Il a été constaté dans le modèle ricardien des échanges que la structure du commerce international est déterminée exclusivement par le « côté de l'offre » ; alors que dans des modèles plus généraux, à la fois les différences entre l'offre et la demande contribuent à la relation entre

³⁹ R. CAVES et al., *Economie internationale*, Paris, Armand Collin, 1981, p.254.

les ratios des prix du bien avant échanges dans les deux pays et par conséquent, à la structure des échanges.

Avec R. CAVES et al⁴⁰, nous avons remarqué que l'effet primordial de la croissance sur *les* marchés mondiaux consiste en une offre accrue des exportations du pays, pendant que l'effet secondaire suggère que les termes de l'échange se détériorent forcément dans une large mesure pour faire augmenter suffisamment la demande mondiale afin d'équilibrer le marché des biens ».

Cependant beaucoup de travaux antérieurs en cette matière attestent que les cours dans le marché international sont souvent dictés par un lot insuffisant des matières primaires dont les opérations sont réalisées dans le temps record. M. RUDLOFF⁴¹ précise à cet effet que « les spécialistes estiment à quelque 10%, le pourcentage des opérations de marché à court terme pour les principales matières primaires, mais ce sont ces 10% qui finissent toujours par dicter leurs lois dans l'ensemble du marché, en dépit de toutes les résistances. »

⁴⁰ R. CAVES, Op. Cit., p.230.

⁴¹ M. RUDLOF, *Economie, internationale*, Paris, CUVAS, 1982, p.190.

CHAPITRE DEUXIEME : **CULTURES INDUSTRIELLES ET PRODUIT INTERIEUR BRUT DANS L'ECONOMIE CONGOLAISE**

Dans ce chapitre, nous allons nous efforcer à contextualiser les cultures industrielles et le Produit Intérieur Brut dans l'économie congolaise. A cet effet, nous allons évoquer les théories qui appuient la situation de ces gradeurs économiques dans l'économie de la RDC.

2.1. Culture industrielle dans l'économie congolaise.

Cette section est consacrée à l'étude des aspects qui conditionnent la pratique des cultures industrielles en vue d'une optimisation souhaitable et soutenue de la croissance économique dans l'espace national. Il est question de traiter les matières d'organisation géographiques des cultures industrielles, leur importance économique, le cadre environnemental dans lequel évoluent ces cultures industrielles.

2.1.1. Organisation géographique des cultures industrielles

Le développement des cultures de rente sélectionnées dans cette étude évolue dans les différentes aires géographiques de l'espace national, comportant des particularités d'ordre climatique, pédologique, écologique, etc. Néanmoins, la position de la R.D.C, à cheval de l'Equateur lui confère l'accessibilité d'accueillir beaucoup de cultures de rente grâce surtout à son climat. A cet effet, R.H. RAMAEKERS ⁴²souligne que « le Congo-Kinshasa est un pays au potentiel agricole énorme, avec des conditions climatiques et pédologiques qui permettent la culture d'un large éventail de productions tropicales parmi lesquelles le coton, le caoutchouc, le café, l'huile de palme et le sucre ».

Bien que les innovations technologiques viennent révolutionner le secteur agricole, il sied de noter que le facteur terre, basé essentiellement sur le sol arable et les conditions climatiques constitue le goulot d'étranglement parmi les facteurs de production. Ainsi, le niveau de production obtenue dans une exploitation agricole est largement influencé par la dotation en facteurs de production.

⁴² R.H. RAEMAEKERS, *Agriculture en Afrique tropicale*, Bruxelles, DGI, 2001, p.1342

Les exigences climatiques et pédologiques des cultures de rapport sous étude classent le facteur terre sur deux conditions à savoir la zone forestière et la zone de savane. F. MOKONDA⁴³ montre que « la forte pluviométrie et le couvert végétal de la cuvette centrale ont incité les exploitations agricoles à privilégier des cultures telles que le palmier, l'hévéa, le caféier Robusta et le cacaoyer ; tandis que les zones d'altitude de l'Est du pays au climat particulièrement doux ont constitué des terres de prédilection pour l'élevage de gros bétail et de certaines cultures pérennes comme caféier arabica, Théier, quinquina »

Depuis l'époque coloniale jusqu'après l'indépendance du pays, certaines provinces ont fait preuve des avantages comparatifs pour la pratique de certaines cultures industrielles. En effet, dans ce travail, les Provinces Orientale, de l'Equateur, de Bandundu ont une particularité dans la culture de caoutchouc, cacaoyer et cotonnier ; alors que les provinces de Kassaï et du Bas-Congo complètent les précédentes en la culture de palmier à huile. Toutefois la province de Kivu est identifiée par la culture de caféier Arabica. Outre les renseignements de la littérature économique sur la production de coton dans les provinces de Maniema, de Kassaï, de Bandundu et du Bas-Congo, il convient de remarquer qu'actuellement ou très récemment l'Uélé dans la province Orientale apparaît comme la seule zone cotonnière du pays. Le tableau ci-dessous pourra nous permettre la représentation des cultures à leurs zones de production.

Tableau 2 : Zones de production des cultures industrielles

Province Culture	Equateur	Orientale	Kivu	Bandundu	Bas- Congo	Kassaï	Maniema
Café	x	x	x	x	x	x	x
Palmier à huile	x	x	-	x	x	x	-
Coton	x	x	x	-	-	x	x
Caoutchouc	x	x	-	-	-	-	-
Cacao	x	x	-	-	-	-	-

Source : Conception personnelle à partir de notre enquête

Légende : x → production disponible

- → pas de renseignements

2.1.1.1. Identification des unités d'exploitations agricoles dans les Provinces

La localisation des cultures industrielles dans une province ne suffit pas pour donner une vision plausible sur l'évolution du secteur agricole, mais faut-il encore se rendre compte et recenser les unités de production qui s'entrechoquent pour sa mise en valeur.

⁴³ F. MOKONDA, Politique économique, Cours inédit, UNIKIS, FSEG, 2006, p.53

Certes, les statistiques vous présentées ci-après donnent les renseignements sur les entreprises ou établissements tant publics que privées qui évoluent dans le secteur agricole. Il faut remarquer encore que « une unité de production » peut se situer en un seul espace géographique mais parfois ayant des activités sur une large région pour laquelle on peut réunir des données distinctes sur la production, la consommation et les investissements.

Par ailleurs, on note que ces établissements ont existé depuis la décennie 1970 dont quelques-uns persistent jusqu'à présent mais avec un élan moins compétitif.

Tableau 3 : Etablissements recensés par Province et par taille

Province	Total	PE	ME	GE	TGE	%
Bandundu	201	132	38	31	-	9,1
Bas-Congo	255	188	22	37	08	11,6
Equateur	154	101	18	26	09	7,0
Orientale	215	106	39	56	14	9,7
Kassaï	84	73	04	05	02	3,8
Kivu	207	122	33	42	16	9,4
Katanga	399	290	39	45	25	18,0
Total	2208	1561	252	308	87	-

Source : Rapport Département du Plan, RDC, SG, 1981, p.3.

Légende : PE=petite établissement ; ME=moyen établissement ; GE=grand établissement ; TGE=très grand établissement

Il ressort de ce tableau que la Province de Katanga concentre un nombre élevé d'établissements suivie de la Province orientale, du Bas-Congo et du Bandundu. La province de Bandundu ne comporte aucune unité de production agricole de très grande taille. Les provinces de l'Equateur et du Kassaï sont quasiment marginalisées en matière d'investissement de ce type.

Pour soutenir la limite de notre recensement des unités de production sur le secteur agricole, il a été utile de donner une légère ventilation sur la branche d'activité de chaque province. Les chiffres condensés dans le tableau ci-dessous visualisent la capacité productive que les investisseurs plaçaient dans chaque province au regard de la nature d'exploitation agro-forestière ou du secteur agricole et industriel.

Tableau 4 : Etablissements par activité économique en Province

BRANCHE	Total	BDD	BC	EQ	P.O	K.O	K.OC	KIN	KIV	KAT
I. Secteur agricole		122	132	112	102	130	50	68	120	239
Agriculture vivrière	228	10	22	10	1	20	12	33	5	155
Agriculture non vivrière	440	46	45	81	92	67	27	-	77	5
Exploitation forestière	46	11	14	4	5	4	1	-	-	7
Pêche	21	-	1	-	-	7	-	-	5	8
Elevage	300	55	50	17	4	32	10	35	33	64
II. Secteur industriel		-	4	-	2	5	1	4	5	10
Extraction de minerais	12	-	-	-	2	-	-	-	5	5
Autres industries	19	-	4	-	-	5	1	4	-	5

Source : Rapport du Département de l'Institut national des statistiques, RDC, 1981, p.4.

Ce tableau montre que la province de l'Equateur et la province orientale ont eu la vocation de développer les cultures de plantation avec les fréquences relatives respectivement de 81 et 92 unités de production installées. Alors que la province de KATANGA regorge de 155 établissements de cultures vivrières pour nourrir les exploitants des minerais.

Les renseignements de ces deux tableaux (n°2 et n°3) attestent que le pays ne manquait pas les établissements nécessaires pour redynamiser le secteur agricole. Il suffisait seulement de mettre du sérieux dans la politique économique pour se rendre compte de l'essor économique.

2.1.2. Déterminants des structures organisationnelles

2.1.2.1. Infrastructures

La mise en place des infrastructures de transport était liée aux conditions géographiques. Etant donné l'importance de l'hydrographie et donc des cours d'eau navigables, le transport par eau fut privilégié. On a recouru au chemin de fer soit pour contourner les biefs chargés de rapides, soit pour desservir des zones potentiellement riches non pourvues de cours d'eau navigables.

En 1970, l'office des routes comme entreprise publique sera créé pour s'occuper des routes qui reviennent à la charge du gouvernement central, des routes nationales (R.N.) des routes régionales prioritaires (R.R.I) et des routes régionales secondaires. En 1987, le gouvernement créa le Services nationales des routes de desserte agricole (S.N.R.D.A) qui deviendra en 1999 la Direction des voies de desserte agricole qui s'occupera des routes locales et des routes de desserte agricole laissées à la charge de collectivité de base.

Les infrastructures en RDC ne se sont pas montrées à la hauteur des dispositions *prises* ci-haut, elles se sont dégradées durant la période laissant à désirer son exploitation en faveur de l'activité économique.

2.2. Importance économique

2.2.1. Rôle de l'agriculture dans la croissance économique

MALCOLM GILLIS montre que l'agriculture joue un rôle central dans le développement économique parce que la majorité des habitants des pays pauvres tirent leur substance du sol. Le seul moyen dont disposent les dirigeants réellement soucieux du bien-être de leurs concitoyens, pour améliorer la situation du plus grand nombre d'entre eux, est de les aider d'abord à accroître la productivité de leurs cultures alimentaires et commerciales et ensuite à élever les prix auxquels elles sont payées aux agriculteurs.

Il est constaté actuellement dans les pays en voie de développement que la *charge* de service de la dette extérieure *outrepasse* toute conjugaison d'efforts que ces derniers peuvent fournir. L'apaisement à ce fardeau serait de consentir d'énormes sacrifices pour accroître le volume des exportations afin de se débarrasser tant soit peu du poids de l'endettement.

2.2.2. Politique des prix et des revenus

Les stratégies de soutien des prix qu'ont utilisé les Pouvoirs publics sont notamment la fixation des prix minima à travers les prix planchers servant de référence pour les transactions relatives aux produits agricoles ; la libération des prix où les agents économiques fixent librement les prix de leur production selon la loi du marché ; et la stabilisation des prix mise en place pour les produits d'exportation dont les prix se repèrent à ceux du marché international.

La politique des prix pratiquée par les pouvoirs publics selon qu'il s'agit des *cultures* industrielles et des cultures vivrières. Le choix en matière des politiques des prix c'est la ferme volonté de voir le secteur agricole mobiliser des ressources pour financer les autres secteurs de l'économie. La politique de revenu varie selon la taille des emblavures, la nature des spéculations et le mode de production. En effet, les revenus des agriculteurs augmentent significativement dans les paysannats qui sont bien structurés et mieux gérés. Et dans le centre

d'agriculture intensifiée, le relèvement des revenus est imputable à l'élévation de la productivité dans les zones caractérisées par une forte activité économique.

2.3. Cadre environnemental

2.3.1. Structure institutionnelle

La politique foncière et le régime politique constituent le socle de mécanisme de fonctionnement de la structure institutionnelle que la puissance publique se sert pour sa politique de développement.

2.3.1.1. Politique foncière

Pour M. LABONNE et al.⁴⁴, la politique foncière considère à la fois les pratiques actuelles qui caractérisent le cadre institutionnel des politiques d'aménagement et des moyens et les pratiques paysannes caractéristiques des « systèmes ruraux ». Il en ressort que le système foncier constitue partout le fondement des politiques d'aménagement, la maîtrise du capital investi dans l'agriculture *passant* obligatoirement par la maîtrise des procédures d'attribution et d'exploitation des terres. »

Bien plus tard vers le début de l'Etat indépendant du Congo, souligne F. MOKONDA⁴⁵, le décret du 31 mai 1934 prétendait protéger les droits fonciers coutumiers, du reste, déjà spoliés par les premiers décrets. Néanmoins, la législation en vigueur précisait les différentes procédures de cession de concession. Or le vrai problème se posait au niveau de la propriété dont la notion *n'était pas* comprise de la même façon par l'administration et les autochtones. Car, pour ces derniers, non seulement la terre appartient à tous les membres du clan (morts, vivants et à venir) ; mais en plus ils ne considéraient pas leur domaine collectif de classe, et leurs jachères comme des terres vacantes. La « domanialisation » des terres interprétées comme une expropriation.

2.3.1.2. Régime politique

Autant l'Etat est appelé à jouer un rôle crucial dans la vie économique d'une nation au travers de différents modes d'intervention, autant il est important de s'intéresser à l'influence sur laquelle peut exercer la nature du pouvoir sur le développement de l'activité économique.

⁴⁴ M. LABONNE et al., Statistique descriptive, Paris, 2^{ème} Ed. CUJAS, 1975, p.179

⁴⁵ F. MOKONDA BONZA, Séminaire en Economie rurale, Cours inédit, UNIKIS, FSEG, 2005-2006.

La performance économique tant dans le régime démocratique que dictatorial, peut aussi dépendre du contexte dans lequel l'activité économique est configurée. J. KAWATA⁴⁶ renseigne que « le développement économique est l'aboutissement d'un long processus économique caractérisé par un couplage d'ajustement politique et économique. En Asie du Sud-Est, l'observation révèle que les brillantes performances économiques s'étaient produites sous le régime politique autoritaire ; alors qu'en Amérique latine des années 1990, elles étaient plus significatives sous les régimes démocratiques (Brésil, Argentine, Mexique) que sous les régimes dictatoriaux (Chili, Bolivie, Colombie). »

Il faut retenir cependant que la République Démocratique du Congo a tenté d'utiliser les régimes politiques combinés durant cette période, mais les résultats s'étaient révélés décevants. En effet, les multiples plans et programmes initiés vers les années 1980 notamment ajustement structurel, plan Mobutu, Retroussons les manches, agriculture priorité de priorité, et vers les années 1990 et 2000 à savoir Programme Triennal Minimum (PTM), Programme Intérimaire Renforcé (PIR) et Programme Multisectoriel d'urgence, de Reconstruction (PMIRR) n'ont pas porté satisfaction et ont conduit le pays dans la dérive avec une conjoncture arrosée par l'inflation galopante (1980) et par l'accroissement de service de la dette (1990 et 2000).

Dans l'horizon actuel à souhait de performance économique durable, il sied de mentionner que la condition indispensable réside dans l'existence d'une élite technocratique capable de mener le pays vers des buts économiques profitables à toute la communauté nationale.

2.3.2. Organisation d'appui à l'agriculture

2.3.2.1. Recherche agronomique

La recherche agronomique apparaît souvent comme le parent pauvre, parce que les décideurs politiques ne perçoivent pas directement et clairement la rentabilité immédiate des investissements engloutis dans les projets et programmes de recherche en RDC.

⁴⁶ J. KAWATA, Macro économie, Cours inédit, UNIKIS, FSEG, 2005-2006.

En paraphrasant Jean Marc ELA⁴⁷, l'auteur souligne que « l'essentiel des **sommes** que les pays sous-développés dépensent pour acheter de la technologie revient aux firmes transnationales. Or les nouvelles méthodes proposées par la vulgarisation agricole sont pour la plupart adaptées à une agriculture qui répond aux besoins des multinationales, tandis que les technologies indigènes ou en provenance d'autres pays du tiers-monde peuvent être réévaluées ou transposées avec un succès et aux moindres frais. »

De F. MOKONDA⁴⁸, nous apprenons que « la recherche agronomique fut l'un des fleurons de la politique agricole belge au Congo. Elle était organisée au sein de l'institut National pour l'Etude Agronomique au Congo (INEAC) créé le 22/Décembre/1933, inauguré le 23/Mars/1934. L'organisation administrative voire géographique de l'INEAC caractérisée par un système décentralisé l'a été en fonction des critères écologique et des considérations opérationnelles. En 1960, on comptait huit secteurs : du Bas-Congo, avec siège à MVUAZI ; du Congo central, avec siège à YANGAMBI ; du Nord, avec siège à BAMBESSA ; du Sud, avec siège à NGANDAJUKA ; du Katanga, avec siège à KISANGA ; du Kivu, avec siège à MULUNGU ; de l'Ituri, avec siège à NIOKA. »

Par ailleurs, l'INEAC grâce à sa performance était érigé au rang d'institution de recherche agronomique la plus avancée en régions tropicales.

2.3.2.2. Sources d'appui financier

L'agriculture est un secteur à revenu différé dont la rentabilité dépend essentiellement de la politique de financement définie par les pouvoirs publics, pouvant probablement provenir des sources internes, notamment budget de l'Etat et les banques de dépôt et les sources externes à savoir l'aide et la dette extérieure par les institutions financières internationales. M. LABONNE⁴⁹ précise à cet effet que « les crédits destinés à la mise en valeur des exploitations *appartenant* à des africains et aux coopératives provenaient des trois sources : des banques commerciales, du budget de l'Etat, des apports des fonds consentis par la Banque mondiale et le gouvernement des Etats-Unis. »

⁴⁷ J.M. ELA, *Afrique des villages*, Paris, Karthala, 1982, p.99.

⁴⁸ F. MOKONDA, *Politique agricole*, Cours inédit, UNIKIS, FSEG, 2005-2006.

⁴⁹ M. LABONNE et al., *Op. Cit*, p.165.

Parmi les institutions qui ont été mises en contribution pour le financement du secteur agricole, on peut citer la société de financement de développement (SOFIDE), la Banque de crédit agricole (BCA), les Banques commerciales. Par ailleurs, dans le cadre de coopération bilatérale et multilatérale, nous pouvons épingler la Banque Africaine de développement (BAD), la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI), etc.

2.2. Produit Intérieur Brut En R.D.C.

Les problèmes de PIB ne sont rien d'autres que ceux de l'activité économique d'un pays. Aussi pour apprécier à bon escient le PIB convient-il de commencer par donner un aperçu sur la fluctuation de l'économie congolaise de 1980 à 2003, de signaler l'affectation du PIB et de souligner l'intervention de la balance des paiements dans la formation du PIB.

2.2.1. Etapes de fluctuation économique

L'évolution de l'activité économique de 1980 à 2003 laisse entrevoir trois étapes qu'on peut classer selon la situation politico-économique qui a caractérisé le pays à savoir la décennie 1980 (dictature), la décennie 1990 (Démocratisation) et le quartenat 2003 (processus électoral ou recherche de la légitimité).

La première période est émaillée dès son décollage par de nombreuses débâcles économiques notamment les effets des dévaluations de la monnaie nationale en cascade qui contrastent avec l'euphorie de la décennie précédente. Les déclarations de MUKOKO⁵⁰ renseignent que « le zaïre-monnaie fût dévalué six fois entre novembre 1978 et février 1980 ainsi qu'une mesure de démonétisation a été prise le 25/décembre/1979 ».

L'anatomie de la décennie 1980 est marquée par la mise en application des mesures de libération des prix, de régime de change et de commerce des matières précieuses. Faut-il rappeler avec KAWATA⁵¹ que « à cette période les institutions de Bretton Woods volent au secours de l'économie congolaise en proposant un plan de stabilisation de 1983-1986 et du programme d'ajustement structurel de 1987 à 1990. »

⁵⁰ S. MUKOKO, « Politique économique en RDC : les leçons de trois décennies », in *Notes de conjoncture*, Nouvelles séries, Vol. I, N°1, octobre 2003, pp. 157-193.

⁵¹ KAWATA, Fluctuation et croissance économique, Cours inédit, UNILIS, FSEG, 2005-2006.

Cependant, il convient de souligner que la variation de taux de *croissance* du PIB au cours de cette décennie est résumée à 1,1%, estimation jugée faible par rapport à la décennie précédente qui accuse une hausse de 4,3%. Le faible accroissement du PIB au cours de la décennie est imputable au ralentissement de l'expansion de secteur des biens ainsi que le tassement des activités au secteur de service. Les taux de croissance annuels du PIB attestent qu'à part le recul de 3% en 1982, le PIB a enregistré une augmentation de 1,3% en 1983 et 2,4% en 1986.

En ce qui concerne la décennie 1990, elle se caractérise par l'*effondrement de mines* de KAMOTO, par la *succession* de l'inflation et hyperinflation, par les pillages de septembre 1991 et de janvier 1993, par la rupture de relations avec les milieux financiers internationaux et les bailleurs bilatéraux. Il faut de plus noter que cette période marque le tournant important dans l'histoire de la R.D.C. avec la démocratisation et la série des guerres dites de libération. Cette période consacre le nouveau régime.

Les constats observés dans les rapports de la Banque centrale du Congo *révèlent* que le taux de croissance du PIB durant la décennie 1990 est resté baissière à concurrence de 5,7%. Les causes essentielles de cette baisse se trouvent dans la destruction des infrastructures de production et des circuits de commercialisation, dans l'émergence de l'économie informelle, dans les effets de l'hyperinflation et dans la régression du coefficient du déflation.

La période quaternaire du 2003 définit un nouvel environnement politico-économique national. En effet, la mise sur pied d'un gouvernement de consensus issu des accords des belligérants à Sun City a permis d'engager le pays dans le processus électoral et d'élaborer de nombreux plans à savoir PIR (2001), DSRP-I(2002), PMURR (2003), etc. Il faut retenir que dans ce quatrnat, les institutions de *Bretton woods* ont de nouveau réitéré leur engagement à soutenir la R.D.C.

Le taux de croissance du PIB s'est situé à la moyenne positive de 0,07%, malgré le solde négatif de 6,9% en 2000 et le solde positif de 5,8% en 2003. Ce taux de croissance moyen favorable peut avoir pour raison fondamentale la poursuite des objectifs retenus dans le programme économique du Gouvernement à travers l'impulsion de secteur productif.

CHAPITRE TROISIEME : **ARSENAL METHODOLOGIQUE**

Dans ce chapitre qui s'emploie à éclairer notre appareil méthodologique dans cette recherche scientifique, nous allons aborder deux aspects indissociables. Il s'agit des méthodes et techniques utilisées le long de la recherche pour que soit réalisé ce travail. Ces deux instruments de recherche dont l'un sans l'autre ne peut conduire aux résultats escomptés, ont été sélectionnés sur base de leur pertinence dans le domaine de notre étude.

Selon B. KATHLENSTASS⁵², « la méthodologie de recherche scientifique permet d'établir un pont entre une question et des pistes des réponses. La méthodologie inclue non seulement les étapes de la recherche scientifique, mais aussi des méthodes des collectes et d'analyse des données. Ces deux méthodes révèlent une importance, car la manière de décrire un fait détermine dans une large mesure la valeur de la situation. »

3.0. Aspect général

De manière générale, la recherche en sciences sociales et humaines vise à développer les concepts explicatifs qui nous aident à comprendre le comportement des individus et les processus sociaux, des concepts qui nous rendent la vie plus intelligible.

A cet effet, A. MAFIKIRM⁵³ note que « l'objectif premier d'une recherche scientifique fondamentale est la compréhension des phénomènes étudiés. Les théories sont à la base de cet effort de compréhension ; elles expliquent comment les relier à d'autres phénomènes.»

Pour M. GRAWITZ⁵⁴, « les techniques sont des moyens d'aborder le problème, lorsque ceux-ci sont précis. On ne peut pas se contenter de passer en revue des techniques, car la technique sans méthode ne suffit pas. IL y a plus, pour mener à bien une recherche, la méthode elle-même ne suffit encore pas. »

⁵² B. KATHLENSTASS, *Méthodologie de recherche en sciences humaines*, Paris Harmattan, 2012, p.87

⁵³ A. MAFIKIRI Thsongo, Séminaire de l'économie rurale, Cours inédit, UCB/BUTEMBO, 2004-2005, p.3.

⁵⁴ M. GRAWITZ, *Méthode des sciences sociales*, Dalloz, Paris, 2001, p. 317

En sciences sociales, il y a deux techniques dans la collecte des données. Il s'agit des techniques vivantes et des techniques non vivantes. Cependant les méthodes en sont plusieurs, notamment la méthode fonctionnelle, la méthode dialectique, la méthode comparative, ...

Pour assurer la parité de l'unité monétaire, ce travail a recouru au DTS parmi les devises rattachées à la monnaie nationale. A cet effet, J.C. MASANGU⁵⁵ souligne que « de 1960 à 1976 la monnaie congolaise sera rattachée successivement au franc Belge, au dollar américain et aux DTS. »

3.1. Aperçu terminologique sur le DTS

Il convient de rappeler à l'avance que les données chiffrées de ce travail sont exprimées en Droits de tirage spéciaux, en sigle DTS, comme unité monétaire. Cette devise de haute considération faciale était d'usage dans l'espace monétaire international et appartenait au Fonds Monétaire International (FMI).

Jacques FONANEL⁵⁶ nous précise que « le DTS est un instrument de réserve international qui se traduit par l'ouverture sur les livres du FMI d'un compte spécial à compter du 1^{er} janvier 1970. Les DTS contenaient seize monnaies (révisées en 1978), affectées d'un coefficient de pondération représentant l'importance de chacune d'elles dans les échanges et financements internationaux. Depuis le premier janvier 1981, le Fonds Monétaire International a simplifié le panier des monnaies qui sert à calculer la valeur de DTS et il a prévu que la composition des monnaies du panier sera révisée tous les cinq ans, sauf décision contraire du Conseil d'Administration du FMI. Les pondérations choisies sont les suivantes : 42% pour le dollar de USA, 19% pour le deutschemark, 13% pour le Franc français, le Yen japonais et la Livre sterling. »

Le DTS a été abandonné à cause de difficultés liées à l'identification de son espace géographique et de la population qui en font la demande. Dès lors, les monnaies des pays et des organisations régionales se sont imposées dans le commerce international selon le poids économique de chacun.

⁵⁵ J.C. MASANGU MULONGO, *Une rétrospective historique*, Banque Centrale du Congo 2007, p. 78

⁵⁶ J. FONTANEL, 1992 Op. cit, p.116

3.2. Techniques utilisées

Selon GRAWITZ⁵⁷ les techniques ne sont donc que les outils, mis à la disposition de la recherche et organisés par la méthode dans ce but. Elles sont limitées en nombre et communes à la plupart des sciences sociales. Le choix de technique dépend de l'objectif poursuivi, lequel est lié lui-même à la méthode du travail.

P. KOTLER⁵⁸ précise : on distingue dans la collecte des informations deux catégories des données : données primaires et données secondaires. En effet, les données primaires sont récoltées à travers les techniques vivantes, et les données secondaires, par les techniques non vivantes ou documentaires.

Dans le cas de ce travail, nous avons recouru à la technique documentaire à travers les données récoltées sur les rapports annuels de la Banque Centrale du Congo et les archives des autres Etablissements publics et privés. Ces données ont été basées sur les recettes de cinq cultures industrielles à savoir café, huile de palme, caoutchouc, cacao et coton, d'une part, et sur les statistiques du PIB, d'autre part, sur une période de 24 ans, c'est-à-dire de 1980 à 2003.

3.2.1. Techniques documentaires

M.GRAWITZ⁵⁹ nous dit : il existe un grand nombre de documents de nature et de forme diverses. On peut distinguer les documents écrits et les documents oraux, chiffrés ou enregistrés, les documents officiels et les documents privés. Nous avons utilisé les documents écrits et officiels dans ce travail.

Une caractéristique importante de cette documentation écrite, c'est que le chercheur n'exerce aucun contrôle sur la façon dont les documents ont été établis et doit sélectionner ce qui l'intéresse, interpréter ou comparer des matériaux pour les rendre utilisables. Il se trouve le plus souvent, devant un ensemble des renseignements recueillis sans lui, dans un dessein plus vaste, parfois national et formant un tout, établi généralement de façon standardisé⁶⁰.

⁵⁷ M. GRAWITZ, *Op. Cit.*, pp. 353 et 573

⁵⁸ P. KOTLER, *Marketing management : Analysis, planning and control*, Public union, USA, 1973, p. 189.

⁵⁹ Ibidem., p. 573.

⁶⁰ Idem, pp. 353 et 537

3.2.1.1. Motivation

Les motivations au recours à des données documentaires sont multiples et se trouvent résumées par quelques avantages énumérés par JORDAN⁶¹, notamment :

- Comme beaucoup de données sont recueillies périodiquement, il est possible de procéder à une analyse diachronique en déployant un minimum d'efforts ;
- Il n'est pas besoin de faire appel à la coopération des auteurs comme le cas d'interview et parfois comme l'utilisation de certaines techniques d'observations ;
- Il n'y a pas risque d'interférence de la part du chercheur et un type de déformation est ainsi éliminé.

En outre une autre motivation des données documentaires résulte de l'exigence que pose l'analyse des séries chronologiques. Ainsi d'après J. LECAILLON et al⁶², au départ deux règles doivent être observées dans l'analyse du mouvement de longue durée :

- La période d'analyse doit être longue : ces mouvements séculaires ne peuvent se révéler sur les courtes périodes de temps, on ne généralisera qu'avec extrême prudence les conclusions tirées des séries portant sur une durée inférieure à 20 ans.
- Les influences cycliques doivent être centralisées en mesure du possible. Il est donc préférable que les mouvements cycliques susceptibles de se manifester au début et à fin d'observation se situeront dans la phase symétrique.

3.2.1.2. Classification des variables

A. MAFIKIRI⁶³ fait remarquer que « lorsque nous voulons tester une hypothèse statistique, l'infirmier ou la confirmer, il est nécessaire d'utiliser les concepts opératoires et mesurables. C'est là que la notion de variable intervient avec ses différents sens. Le couple variable indépendante-variable dépendante ».

Nous savons que le but principal de l'expérimentation est de *vérifier* les effets de la variable indépendante sur le comportement des sujets ou dans le cas d'une recherche corrélative, la relation fonctionnelle entre deux variables de type différent. Dans l'étude expérimentale, la

⁶¹ S.R. JORDAN, *La coopération multinationale pour le développement économique sociale et scientifique*, Paris, Internationales, 1975, pp.272 et 273.

⁶² J. LECAILLON et al., *Statistique descriptive*, 2^e™ éd. CUJAS, 1975, p.198.

⁶³ A. MAFIKIRI TSONGO, *Op. Cit.*, p.42.

condition qui varie est appelée variable indépendante. En statistique, la variable dépendante s'appelle souvent la variable prédite et la variable indépendante, la variable de prédiction.

Dans ce travail, nous considérons comme variable prédite le Produit Intérieur Brut, représentée par Y et la variable de prédiction, les recettes des cultures industrielles, représentée par X.

3.3. Technique de traitement des données

Les données que nous avons récoltées ont été traitées en recourant à la méthode statistique. En effet, d'après F. KAMATE⁶⁴, la méthode statistique comporte essentiellement trois phases :

- Une phase matérielle où il s'agit de rassembler les données, de les regrouper et de les représenter sous forme de tableau et de graphique ;
- Une phase analytique qui consiste à réduire les données à un nombre limité des paramètres susceptibles de décrire les séries statistiques. Ces deux premières phases constituent l'objet essentiel de la statistique descriptive.
- Une phase interprétative qui est la base de la statistique inductive ou inférence statistique et qui permet de déduire les résultats obtenus sur échantillon des conclusions relatives à l'ensemble de la population d'où est extrait l'échantillon. »

Le traitement des données a été réalisé au moyen de l'analyse indiciaire, l'analyse économétrique et d'autres transformations. En effet, l'analyse économétrique à travers les séries chronologiques a été effectuée aussi bien manuellement que par le logiciel « SPSS.10 ». Ci-dessous, nous présentons la littérature sur les instruments statistiques utilisés dans le traitement des données.

3.3.1. Indices

3.3.1.1. Indice simple

Le calcul des indices pose une difficulté dans le choix de la base. D'après J. LECAILLON et C. LABROUSSE⁶⁵, « lorsqu'on utilise un indice, il ne faut jamais perdre de vue

⁶⁴ F. KAMATE, *Statistique descriptive, cours inédit*, UCG/BUTEMBO, 2004, p.3.

⁶⁵ J. LACAILLON et C. LABROUSSE, *Op. Cit.*, p. 217

que cet indice est un rapport ; il est donc affecté de relativité et n'a aucune valeur en soi ; il correspond à une opération de repérage et l'on ne peut repérer que par rapport à quelque chose, à une origine de référence qui si elle est fixe et judicieusement choisie. Elle perd sa valeur à mesure que l'on s'éloigne d'elle. La vie économique est une progression et cette progression s'accompagne toujours d'un changement des structures, d'une évolution des institutions, d'un changement des goûts, des besoins et de la technique. Les statisticiens estiment qu'une période de six à huit années constitue la durée normale de la validité d'un indice dans le cadre actuel de l'évolution économique, il faut procéder assez fréquemment à des changements de bases, mais ceux-ci créent une difficulté dans la comparaison des statistiques. »

Néanmoins, ils précisent que lors qu'on entend suivre l'évolution d'un phénomène, on est d'abord tenté de choisir *comme* période de base le *moins* ou mieux l'année à partir de laquelle on a commencé à enregistrer les observations ».

Selon BISABANDA⁶⁶, l'indice est ce qui est relatif à l'évolution dans l'espace et dans le temps d'une grandeur économique réelle et se calcule par la relation :

$$I_{t/o} = \frac{G_{it}}{G_{io}} \times 100$$

Où $I_{t/o}$ = L'indice élémentaire d'une grandeur

G_{it} = La grandeur d'un produit au temps t

G_{io} = La grandeur d'un produit au temps 0

3.3.1.2. Indice en pourcentage.

Selon Y. De Rongé et al.,⁶⁷ l'analyse de l'indice en pourcentage de la variation d'une année à une autre, est donnée par la formule suivante :

$$I = \frac{n - (n - 1)}{n - 1}$$

Où n = la valeur de l'année considérée

(n-1) = la valeur de l'année précédente

⁶⁶ C.BISABANDA, *Méthodologie de recherche en économie*, cours inédit, IFA/YGB, 2001.

⁶⁷ Y. De Rongé et K Cerrada. *Contrôle de gestion*, Pais, Pearson. 2001, p. 158.

3.3.2. Analyse des séries chronologiques

D'après MONJALLON⁶⁸, analyser une série chronologique constituée par une série des données annuelles relatives à une période de plusieurs années consécutives, c'est déterminer le mouvement de longue durée, plus étudier les fluctuations des données de rapport à ce mouvement, il s'agit donc de dissocier les tendances séculaires des variations cycliques.

3.3.2.1. Détermination du mouvement de longue durée

L'étude utilise la méthode analytique pour dégager la tendance du phénomène étudié. En effet, pour A. MONJALLON⁶⁹, l'une des tâches du statisticien est de découvrir les tendances séculaires et pour les mieux fixer, il doit chercher à leur ajuster le plus étroitement possible une courbe définissant ce mouvement de longue durée.

3.3.2.1.1. Droite d'ajustement linéaire

La droite d'ajustement linéaire d'une série chronologique est obtenue par l'équation de la régression présentée sous cette formule : $\hat{Y}_t = \hat{b} + \hat{a} X_t$; et une telle droite passe par un point moyen dont les coordonnées sont les deux moyennes $\bar{X}$ et $\bar{Y}$.

Selon B. BOFOYA⁷⁰, les coefficients de régression a et b sont données par les formules :

$$\hat{b} = \frac{\sum_{t=1}^n (X_t - \bar{X})(Y_t - \bar{Y})}{\sum_{t=1}^n (X_t - \bar{X})^2}$$

$$\hat{a} = \bar{Y} - \hat{b} \bar{X}$$

$$\text{où } \bar{Y} = \frac{1}{n} \sum_{t=1}^n Y$$

Cette droite est tracée en considérant dans l'équation de la régression le « temps » comme la variable indépendante étant donné qu'il progresse d'année en année. Aussitôt établi, il est conseillé de faire appel au test de signification des coefficients a et b en recourant aux distributions t-de STUDENT.

⁶⁸ A. MONJALLON, *Introduction à la méthode statistique*, Paris, 6^{ème} éd., 1969, p. 226.

⁶⁹ Idem., p.226.

⁷⁰ B. BOFOYA, *Principe d'économétrie*, cours inédit, L, FSEG/Unikis, 2001, p.32

3.3.2.1.2. Validité des paramètres.

Il s'agit de tester l'hypothèse selon laquelle les paramètres estimés sont statistiquement différents de zéro. Les hypothèses sont formulées de la manière suivante :

$$H_0 = a_i = 0$$

$$H_1 = a_i > 0 \text{ ou } a_i < 0$$

Le calcul de la statistique associé aux paramètres se fait par la formule :

$$\rightarrow \text{Pour } \hat{a} ; t_c = \frac{\hat{a}}{\hat{s}\hat{a}} \text{ avec } \hat{S}\hat{a} = \frac{\hat{S}u}{\sqrt{\frac{1}{n} + \frac{\bar{x}^2}{\sum (x_t - \bar{x})^2}}} = \frac{\hat{S}u}{\sqrt{\frac{\sum \bar{x}^2}{n \sum (x_t - \bar{x})^2}}}$$

$$\rightarrow \text{Pour } \hat{b} = t_c = \frac{\hat{b}}{\hat{s}\hat{b}} \text{ avec } \hat{S}\hat{b} = \frac{\hat{S}u}{\sqrt{\sum (x_t - \bar{x})^2}} = \frac{\hat{S}u}{\sqrt{\sum x_t^2 - n\bar{x}^2}}$$

S est l'écart-type.

L'estimation sans biais de l'écart-type de l'erreur Su est obtenu par la formule :

$$\hat{S}_u = \sqrt{\frac{\sum e^2}{n-2}}$$

La valeur de t calculée sera comparée à la valeur de t donnée dans la table de t- de STUDENT, à n-2 degré de liberté. Si $|t_c| > |t_T|$, on conclut à la significativité de la relation linéaire entre X et Y, c'est-à-dire on rejette l'hypothèse nulle.

L'intervalle de confiance est construit dans l'intérêt de donner l'intervalle de variation *pouvant* contenir les vraies valeurs des *paramètres* à un seuil de confiance donnée. L'intervalle de confiance de a et b est obtenu par :

$$a \in [\hat{a} - t_{\frac{\alpha}{2}} \hat{S}\hat{a} ; \hat{a} + t_{\frac{\alpha}{2}} \hat{S}\hat{a}]$$

$$b \in [\hat{b} - t_{\frac{\alpha}{2}} \hat{S}\hat{b} ; \hat{b} + t_{\frac{\alpha}{2}} \hat{S}\hat{b}]$$

3.3.2.1.3. Validité globale du modèle

- **Corrélation simple**

S.R. JORDAN⁷¹ explique que dans le cas de la fonction linéaire bivariée, le coefficient de correction est appelé « le coefficient de Pearson » (r) ; sa valeur varie de 0 à 1 : la

⁷¹ S.R. JORDAN, *Op. Cit.*, p. 379

valeur de 1 indique une corrélation parfaite entre les variables et la valeur 0 indique l'absence totale de la corrélation ; les signes positifs ou négatif placé devant entre les variables.

B. BOFOYA⁷² précise que la corrélation simple mesure le degré de liaison *existant* entre ces deux phénomènes représentés par les variables. On calcule alors le coefficient de la corrélation :

$$r = \frac{N\sum XY - \sum x \sum y}{\sqrt{[n\sum X^2 - (\sum X)^2][N\sum Y^2 - (\sum Y)^2]}}$$

Avant de conclure, continue-t-il, il est recommandé de tester si la valeur calculée du coefficient de corrélation est significativement différente de zéro. Pour ce faire, on doit calculer un t- théorique par la formule :

$$t_{obs} = \frac{|r|\sqrt{N-2}}{\sqrt{1-r^2}}$$

Rejeter l'hypothèse nulle ($r=0$) lorsque $t_{obs} > t_T$ pour un niveau de signification α et avec $N-2$ degré de liberté.

- **Coefficient de détermination**

Selon B. BOFOYA⁷², le coefficient de détermination R^2 mesure le pouvoir explicatif du modèle en évaluant le pourcentage de l'information restituée par le modèle par rapport à la quantité d'informations initiales :

$$R^2 = \frac{SCE}{SCT} = \frac{\sum(Y-\hat{Y})^2}{\sum(Y-\bar{Y})^2} = 1 - \frac{\sum e^2}{\sum(Y-\bar{Y})^2}$$

Le test F (appelé analyse de la variance) permet d'intégrer la taille de l'échantillon dans l'appréciation de la qualité de la représentation :

$$F = \frac{SCE / k}{SCT / (n-k-1)} = \frac{R^2 / k}{(1 - R^2) / (n-k-1)}$$

⁷² B. BOFOYA, Principes de l'Econométrie, Cours inédit, UNIKIS, FSEG, 2005-2006., p. 24

3.3.2.2. Détermination de mouvement conjoncturel

D'après MONJALLON⁷³, les variations cycliques sont des mouvements oscillatoires traduisant des hausses et des baisses revenant périodiquement dans l'activité économique et correspondant aux périodes de prospérité, de tension et de dépression. Ces mouvements varient en amplitude et en durée d'une grandeur à l'autre, mais leur moyenne est d'environ quatre ans. Pour déterminer le mouvement conjoncturel, l'étude fait usage de la méthode des résidus.

En effet, selon J. LECAILLON⁷⁴ et al., cette méthode consiste à éliminer des *observations* brutes, ce qui est dû aux influences séculaires et saisonnières. Ils précisent également que si on utilise la formule multiplicative, les données brutes (D) peuvent être considérées comme une résultante de la conjoncture de trois mouvements : le trend (T), la composante cyclique (C) et les influences accidentelles (A).

$$D = T \times C \times A \rightarrow D/T = C \times A \text{ (exprimé en pourcentage).}$$

Tableau 5 : Procédure de calcul de D/T.

Année (t) ou (x)	Indices bruts du phénomène économique Y(D)	Indice de l'ordonnée de longue durée (T) $l = Y \pm a/t_i - \bar{l}$	Rapport en % (D/T X 100)
		$l = \bar{Y} - a/t_i - \bar{l}$	
		$T = \bar{Y}$	
t = année médiane		$l = \bar{Y} + a/t_i - \bar{l}$	

Source : LECAILLON et LABROUSSE, op. cit. p. 249

3.3.2.3. Méthode de calcul du taux de croissance

D'après J. LECAILLON et al.⁷⁵, en connaissant la valeur prise par la variable économique étudiée au début et à la fin de la période d'analyse, on peut alors calculer le taux de croissance de cette variable au moyen de la formule suivante :

$$Y_t = Y_o(1+r)^t$$

$$= Y_t(1+r)^t$$

$$\text{Log } Y_t = \text{log } Y_i + (t-1) \text{log}(1+r)$$

$$\text{Log}(1+r) = \text{log } Y_t - \text{log } Y_{i/t-1}$$

⁷³ J. LECAILLON et al., *Op. Cit.*, p.235

⁷⁴ Idem., pp. 346 et 347.

⁷⁵ Ibidem, *Op. Cit.*, p. 90.

3.4. Méthodes

Dans la catégorisation des méthodes proposées par M. GRAWITZ⁷⁶, à savoir la méthode comparative, la méthode historique, la méthode génétique, etc. ; F. ESISO⁷⁷ conclut que « il y a lieu de refaire cette catégorisation en distinguant les méthodes liées aux moments de la recherche, des méthodes liées à la discipline, et les méthodes liées au concept. »

En parlant des méthodes liées à la discipline scientifique, ESISO⁷⁸ écrit que « toute discipline a ses particularités qui la différencient des autres et que chaque discipline est identifiée comme une branche du savoir à la nature de son objet, de ses méthodes et de ses rapports spécifiques avec cet objet ».

Dans ce travail, nous avons utilisé la méthode la méthode inductive. L'induction nous a permis de mener la recherche les cultures industrielles afin de généraliser les résultats sur l'ensemble du secteur agricole en République Démocratique du Congo.

⁷⁶ M. GRAWITZ, *Op. Cit.*, p.355

⁷⁷ F. ASISO ASIA AMAN1, Méthodes en sciences sociales, cours inédit, UNIKIS, FSSPA, 2002, p.98.

⁷⁸ Idem

CHAPITRE QUATRIEME : **CONTRIBUTION DES RECETTES AGRO-INDUSTRIELLES A LA FORMATION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT EN RDC**

Il apparaît fondamental d'examiner dans ce chapitre la part de recettes d'exportations agro-industrielles dans le Produit Intérieur Brut durant la période de notre observation en République Démocratique du Congo. Cette détermination de la contribution de ces recettes nous permet de nous réaliser sur la compétitivité de ce sous-secteur agricole dans l'économie congolaise.

Ce faisant, l'ossature du présent chapitre est fondée sur trois sections dont leur développement va nous conduire à la vérification de nos hypothèses de recherche. La première section décrit l'évolution des agrégats de cette étude, la deuxième section s'attèle à la détermination de la part des recettes d'exportations agro-industrielles dans le Produit Intérieur Brut, et la troisième section présente Les enjeux de la transformation structurelle sur l'économie congolaise.

4.1. Description de l'évolution des agrégats du phénomène

Les grandeurs macroéconomiques que nous allons analyser dans cette section concernent la production, les exportations, les recettes et le Produit intérieur Brut. Ces analyses vont se baser sur leur évolution et tendance générale durant la période de notre étude en République Démocratique du Congo.

4.1.1. Analyse de productions et des exportations

Pour bien analyser l'évolution de la production et des exportations en République Démocratique du Congo sur une observation de 24 années, nous avons recouru à l'indice élémentaire et au calcul de variation en pourcentage. Ces deux instruments statistiques nous ont permis de ressortir les oscillations et les tendances générales de ces deux grandeurs macroéconomiques.

Dans le tableau qui suit, nous ne présentons que les résultats du traitement. Cependant, les données brutes ayant conduit à ces résultats sont présentées dans la page réservée aux annexes. Ces annexes aident à la compréhension des origines de différents renseignements des tableaux que nous aurons à produire.

Tableau 6 : Indice élémentaire et variation des productions et exportations en %

Année	Indice élémentaire		Variation en %	
	Production (a)	Exportation (b)	Production (a)	Exportation (b)
1980	100	100	10	32,6
1981	96	86	-3,6	-13,0
1982	90	82	-6,0	-5,6
1983	83	77	-8,1	-5,1
1984	92	90	11,7	16,6
1985	93	84	0,9	-6,6
1986	108	128	15,7	51,1
1987	101	92	-7,1	-27,6
1988	93	69	-6,9	-25,4
1989	102	121	9,3	75,0
1990	112	96	9,6	-20,4
1991	117	85	14,7	-10,8
1992	128	60	-49,5	-29,2
1993	65	49	-6,8	-17,9
1994	60	63	-8,8	27,0
1995	55	56	-0,4	-10,4
1996	54	49	-6,8	-11,8
1997	51	43	-9,1	-1,3
1998	46	37	-8,9	-1,2
1999	42	29	-20,7	-21,0
2000	33	18	-9,8	-37,7
2001	38	9	-10,0	-50,9
2002	27	12	-51,1	36,8
2003	13	7	105,3	-40,1

Source : Calcul personnel à partir des données de l'annexe I.

La lecture de ce tableau dans la colonne (a) renseigne que la production agro-industrielle a évolué généralement à la baisse, sauf pour les années 1986, 1987, 1989, 1990, 1991 et 1992 où l'on enregistre une augmentation respectivement de 8%, de 1%, de 2%, de 12%, de 17% et de 28% par rapport à l'année de base 1980. La baisse de la production, la plus prononcée de la série de l'ordre de 87%, est celle de l'année 2003.

Concernant la production, la tendance générale est exprimée par l'équation de la droite $\hat{Y} = 120,09 - 3,6t$ veut dire que la production a généralement évolué à baisse durant la période de notre étude. En effet, -3,61 signifie que d'une année à l'autre la production a connu une diminution d'environ 3,61% l'an.

Quant à la tendance générale des exportations des produits agro-industriels sous étude, elle est aussi à la baisse comme indique sa droite donnée par $\hat{Y} = 115,76 -$

4,12t. Cette équation du trend nous dit que d'une année à l'autre, sur la période de notre étude, les exportations ont diminué en moyenne de 4,12% l'an.

Au regard de ces résultats, TABSOBA disait : « depuis leur indépendance, de nombreux pays africains ont privilégié le développement industriel et urbain aux dépens de celui de l'agriculture et de l'alimentation ; et nombre de ces pays consacrent moins de 10% de leur budget national à ce secteur. »

Par ailleurs, il sied de constater dans la colonne (b) que les exportations ont évolué totalement à la baisse par rapport à l'année de base. Outre les augmentations sporadiques des années 1986 et 1989 de l'ordre respectif de 28% et de 21%, les exportations ont connu une décroissance alarmante durant toute la période, jusqu'à atteindre même 93% de diminution en 2003.

A cet effet, ANONYME⁷⁹ nous montre que « la diminution des exportations officielles au Congo n'est pas toujours liée à une réduction équivalente de la production. Dans certains cas, au contraire, il y a une augmentation des quantités produites, mais une partie de celles-ci est exportée en fraude. Cette fraude à l'exportation découle de l'application d'un système de contrôle des changes strict et du maintien d'un écart trop profond entre le taux de change au marché officiel et le taux de change au marché parallèle. »

4.1.2. Analyse des recettes d'exportations et du Produit Intérieur Brut

Dans son ouvrage intitulé « Expériences de développement agricole en Afrique tropicale », R. COSTER⁸⁰ nous dit que la commercialisation constitue toujours un aspect important du développement de l'agriculture. » Et d'ajouter par ANONYME que « les profits que divers pays tels que la RDC tirent de l'essor du commerce des produits agricoles varient fortement selon la structure des exportations et des disponibilités. »

⁷⁹ ANONYME, *Perspective à moyen terme des produits agricoles, projection à l'horizon 2000*, Rome, Etude du FAO sur le Développement Economique et Social 120, 1995, p.75

⁸⁰ R. COSTER, *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture* Rome, FAO, 1974, pp.19-20.

Tableau 7 : Indices élémentaires de recettes d'exportation et du PIB en %

Année	Indice élémentaire		Variation en %	
	Recette (a)	PIB (b)	Recette (c)	PIB (d)
1980	100	100	-	-
1981	68	104	31,7	4,1
1982	72	110	-5,8	6,3
1983	89	97	-24,3	-11,7
1984	143	60	59,2	-37,6
1985	125	72	-12,4	19,1
1986	180	86	44,5	19,1
1987	70	93	-61,1	8,0
1988	94	114	34,8	22,9
1989	62	160	-34,2	39,7
1990	90	153	45,3	-4,2
1991	45	148	-50,1	-3,0
1992	26	130	-41,2	-12,0
1993	55	181	108	38,9
1994	149	91	171,2	-49,7
1995	125	84	-15,9	-7,8
1996	130	89	3,9	6,8
1997	54	97	-58,4	8,2
1998	55	101	1,3	3,5
1999	42	213	-22,4	111,3
2000	3	235	-91,0	10,9
2001	10	122	173,7	-47,9
2002	7	96	-31,5	-21,3
2003	120	91	67,8	-5,3

Source : Calcul personnel à partir des données de l'annexe III.

Il ressort de la colonne (a) ce tableau que les recettes d'exportation des produits agro-industriels ont connu, durant la période de l'étude, le cycle des augmentations et des diminutions. Certes, on remarque les augmentations maximales des recettes se manifestées en 1986, 1994 et 1984, respectivement de l'ordre croissant de 80%, de 49% et de 43%. Par ailleurs, on assiste à une diminution sensible en 2000, 2002 et 2001 à concurrence respective de 97%, de 93% et de 90% par rapport à l'année de référence 1980.

Ici aussi, les tendances générales dégagées sont les suivantes :

- Pour les recettes d'exportation $\hat{Y} = 113,47 - 2,7t$, il y a eu une tendance à la baisse dans les recettes d'exportation, soit une diminution annuelle d'environ 2,7% l'an.

- Le PIB, quant à lui, présente sa tendance par l'équation $\hat{Y} = 93,51 + 1,94t$, soit une tendance à la hausse qui correspond à une augmentation annuelle de 1,94%.

Les causes fondamentales de ces augmentations peuvent s'inscrire dans la stabilité des cours de produits agro-industriels dans le marché international, dans la vision commune de développement économique avec les institutions financières internationales, ...

La colonne (b) de ce tableau indique que, par rapport à l'année de référence, le PIB a varié de 52% à la hausse, durant toute la période de notre étude. On enregistre une augmentation multipliée par 2,13 en 1999 par rapport à l'année 1980. Ces augmentations sont essentiellement imputables à la limitation de manipulation de la politique monétaire, à la mise en place des projets et programmes de développement à impact rapide, aux tentatives de la stabilité politique, ...

Par contre, les baisses de 1984 et 1995 respectivement de 49% et de 16% montrent que l'activité économique a connu des secousses importantes au niveau de la politique économique. Cette situation baissière observée à la fois dans la partie de la décennie 1980 et 1990 s'explique par la désarticulation de structures de la production suite à l'hyperinflation et à la détérioration de la balance de paiement.

La balance des paiements, qui est, selon F. MOKONDA⁸¹, un relevé de toutes les transactions économiques, réelles et financières, d'un pays avec le reste du monde durant une période donnée, constitue une nécessité indispensable dans la formation du PIB. Sa prise en compte se justifie par ses effets supposés favorables sur l'économie nationale à travers les exportations des biens et services.

Il est cependant à noter que la balance des paiements durant notre période d'étude a généralement connu un déficit plus important que dans les décennies antérieures. Les causes qui expliquent cette détérioration sont justifiées particulièrement par le solde négatif de balance courante et de balance des capitaux.

La balance courante basée essentiellement sur la balance commerciale, la balance des services et les transferts unilatéraux n'a pas pu échanger avec l'extérieur ce qui pourrait

⁸¹ F. MOKONDA, Op. Cit., p.33.

généraliser au pays les devises nécessaires pour sa politique de développement. Le pays est resté plus importateur qu'exportateur. Ce qui ressort de solde négatif des échanges avec l'extérieur motivé par la dégradation de balance de service et des transferts.

La balance des capitaux, durant la période de notre étude, a subi de forte désarticulation au niveau interne par la manipulation excessive de la politique monétaire ayant conduit au désagrément dans le taux d'intérêt. Son solde est resté négatif. Cet effondrement explique la rentrée des capitaux, l'accroissement du principal à rembourser (décaissement au titre d'amortissement de la dette) et la contradiction des tirages sur l'emprunt à court terme de la Gécamines.

4.1.3. Analyse de situation tendancielle des agrégats de notre étude

Après analyse systématique de résultats par les indicateurs statistiques obtenus à l'issue du traitement des données, nous représentons le comportement couplé des agrégats dans les différentes illustrations graphiques.

4.1.3.1. Evolution de taux des recettes globales d'exportation

Les recettes globales des exportations représentent un tout des devises étrangères qui alimente le Produit Intérieur Brut dans l'optique du revenu. L'illustration ci-dessous traduit la pertinence de chaque secteur représenté par son produit.

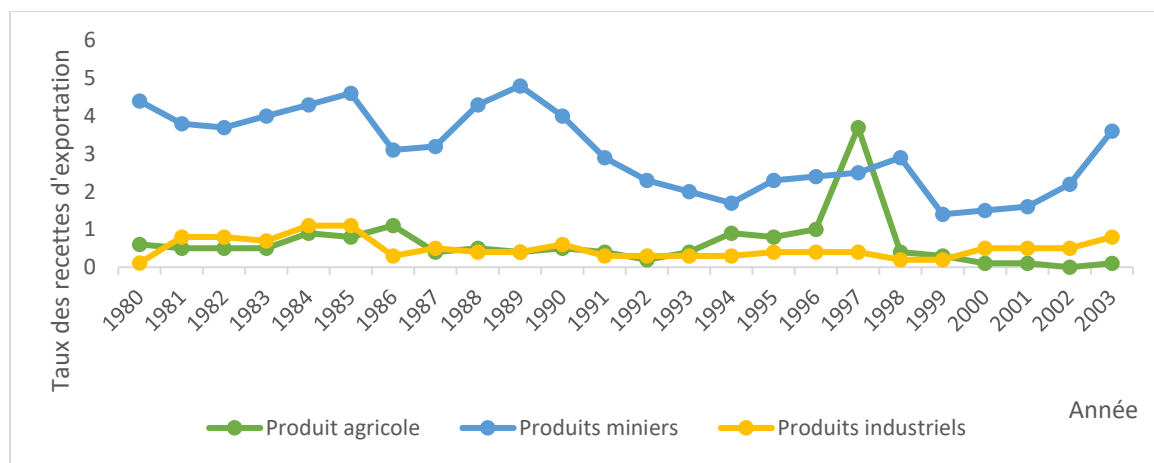


Figure 1 : Illustration de taux de recettes minières, agricoles et industrielles dans les recettes d'exportation selon l'annexe 5.

Ce graphique montre que la part des recettes des produits miniers dans les recettes globales d'exportation a été plus importante que celle des produits agricoles et industriels. Les recettes d'exportation des produits miniers, agricoles et industriels

durant toute la période de notre étude représentaient respectivement 74%, 14% et 11% des recettes globales de exportations.

La proportion croissante des produits miniers, soit $\frac{3}{4}$ au moins, dans les recettes globales d'exportations imprime à ce secteur une considération particulière dans l'activité économique du pays. Ce constat consacre les renseignements condensés dans le tableau 2 relatif à l'importante part d'investissements engloutis dans le secteur minier.

Cependant, la somme de secteurs agricole et industriel, à concurrence de $\frac{1}{4}$ des recettes globales d'exportations laisse apparaître un désintéressement des décideurs politiques à la promotion de ces secteurs. Cela s'explique par le transfert des technologie inappropriées taxées d'éléphants blancs, d'une part, et par l'indifférence des autorités politiques du secteur agricole pour son caractère indifféré de la rentabilité.

4.1.3.2. Taux de recettes agro-industriels dans les recettes agricoles

Les recettes générées par les produits sélectionnés dans le cadre de cette ne présentent pas les mêmes proportions dans le grand ensemble agricole. Raison de notre motivation de savoir le produit agro-industriel qui était pourvoyeur conséquent de recettes.

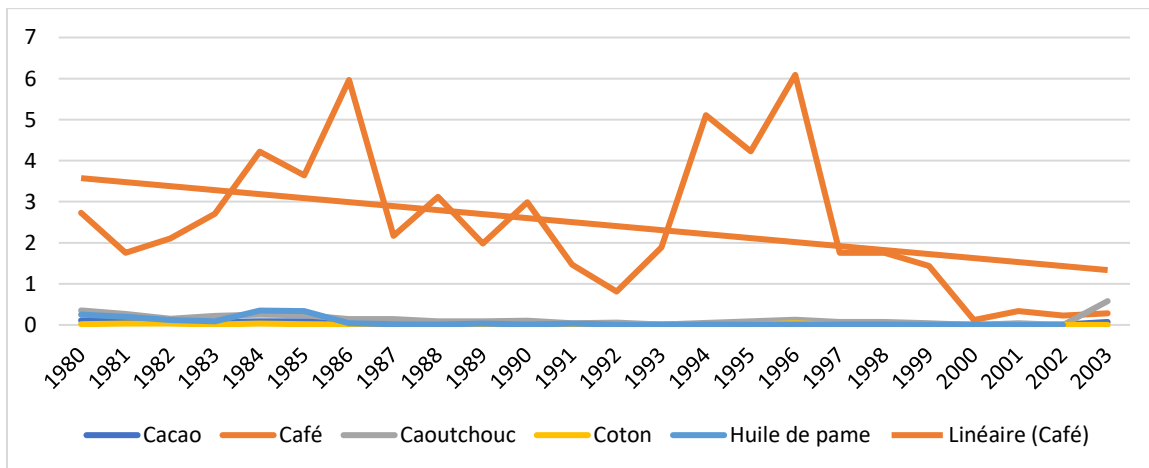


Figure 2 : Illustration de l'évolution des taux de recettes agroindustrielles dans les recettes agricoles selon l'annexe 4.

Ce graphique montre que les recettes du café dans les recettes d'exportation des produits agricoles dominaient sur les recettes agricoles des autres produits agro-industriels de notre études tels que l'huile de palme, le coton et le caoutchouc analysés dans cette étude. Les recettes réalisées aux exportations pour ces produits sus-évoqués

représentaient 58,82% pour le café, 3,28% pour le caoutchouc, 1,56% pour l'huile de palme et 0,26% pour le coton.

La tendance généralement croissante de recettes de café montre le degré auquel les recettes d'exportations des produits agro-industriels lui restaient tributaires. En effet, toute fluctuation de cours de café et la contraction de sa structure de production et d'exportation affectaient automatiquement lesdites recettes.

4.1.3.3. Taux de variation annuelle des productions et des exportations

La connaissance sur la variation annuelle de la production et des exportations nous aide à s'assurer sur l'évolution que doit prendre le Produit Intérieur Brut par les recettes agroindustrielles. Cette illustration nous permet d'avoir l'idée quant ce.

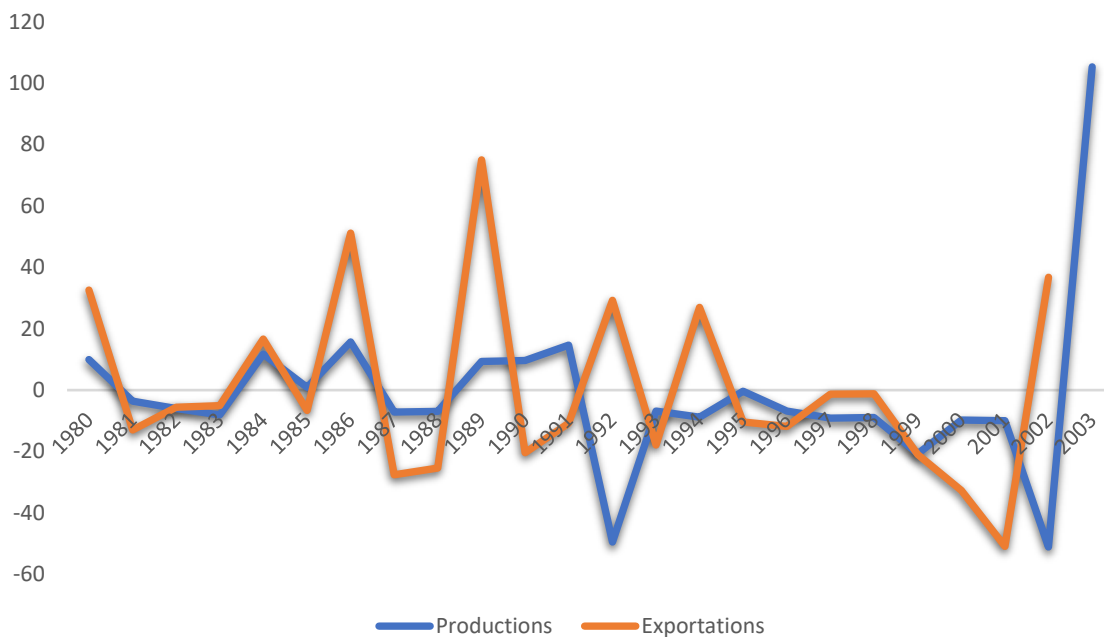


Figure 3 : Illustration des variations annuelles de productions et exportations à partir de tableau 6, colonnes c et d.

Ce graphique visualise l'évolution en dent de scie de la production agro-industrielle durant la période de notre étude, caractérisée par l'écart négatif de 51,1% en 2002 par rapport à l'année de précédente. L'on constate une variation annuelle positive de production pour les années 1980, 1984, 1985, 1989, 1990, 1991 et 2003, dont l'augmentation maximale se situe aux années 2000 et 1986 respectivement de 107% et de 15%.

Par contre, les exportations sont restées négatives et décroissantes pendant la durée de notre observation, ; sauf pour les années 1984, 1986, 1989, 1994, et 2002 où l'on enregistre les augmentations de l'ordre respectif de 16,6%, de 51,1%, de 75%, de 27% et de 36,8% par rapport aux années qui les précédaient.

4.1.3.4. Taux de variation annuelle du PIB et de recettes d'exportations

La température du Produit Intérieur Brut et des recettes d'exportation agroindustrielle doit être saisie d'une année à l'autre aux fins de se faire idée sur la santé de l'économie congolaise. A cet effet, la figure ci-dessous est construite pour cette cause.

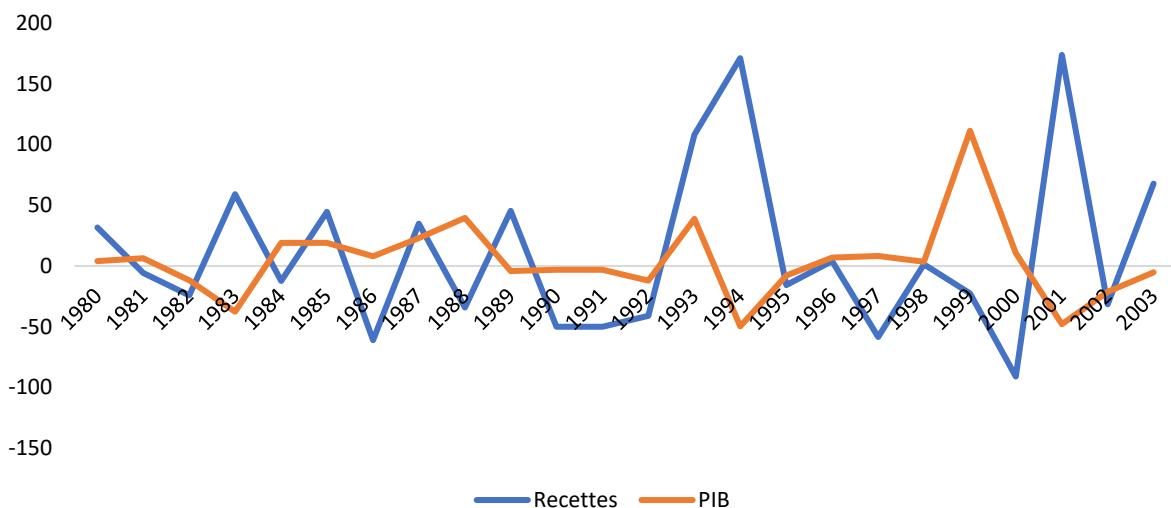


Figure 4 : Illustration des variations annuelles de recettes et de PIB à partir de tableau 7, colonnes c et d.

Figure Ce graphique montre que les recettes d'exportations des produits agro-industriels de la RD Congo étaient croissantes de l'ordre 108% en 1993, de 171,2% en 1994 et de 173,7% en 2001 par rapport aux années qui les précèdent directement, avec une moyenne globale au cours de la période évaluée à la hauteur de 45%. Cependant, on dégage une diminution totale des recettes d'exportations de l'ordre de 50%, avec des baisses négatives et très alarmantes de 91% en 2000 et de 61% en 1987 par rapport aux années qui les précédaient.

Par ailleurs, le PIB a enregistré une tendance croissante de 54,1%% dans l'ensemble de la période avec les pointes aux sommets de 111,3% en 1999 et de 37,7% en 1989 par rapport aux années qui les précédaient. Néanmoins, on assiste à une

variation négative de 41,6% pour toute la période, marquée par une baisse maximale de 41,7% en 1994 par rapport à l'année 1993.

4.2. Détermination de la contribution des recettes agroindustrielle au PIB.

Cette deuxième section du chapitre vient nous donner de précisions sur le niveau de relation qui existe entre les recettes d'exportation agroindustrielle et le Produit Intérieur Brut. A cet effet, nous recourons à l'analyse économétrique des séries chronologiques pour plus de précisions.

4.2.1. Analyse par le modèle économétrique

Nous partons de modèle économétrique pour analyser les données de notre série chronologique. Par conséquent, les coefficients obtenus nous serviront à une analyse appropriée du phénomène.

4.2.1.1. Définition de la nature de relation entre les variables du modèle

De l'équation présentée par la droite $\hat{Y}_t = 6571430 - 12,127X_t$, nous remarquons qu'il existe une relation linéaire négative entre le Produit Intérieur Brut et les recettes d'exportations des produits agro-industriels de la République Démocratique du Congo, durant la période allant de 1980 à 2003.

4.2.1.2. Ecart-types des coefficients $\hat{a}$ et $\hat{b}$

L'intervalle de confiance de part et d'autre de la valeur estimée b est réellement faible $[-12,82 ; -11,44]$. Ce qui nous renvoie à conclure que la contribution des recettes d'exportations des produits agro-industriels dans la formation du Produit Intérieur Brut en République Démocratique du Congo est très faible, comme dans beaucoup de pays du Sud de Sahel. Cette contreperformance s'explique par le faible volume des capitaux d'investissement dans le secteur agricole, constaté par la faillite de plus de 80% de sociétés agro-industrielles, d'une part, et le faible taux de crédits budgétaires alloués dans le secteur agricole qui rend incapable la possibilité de moderniser le système de production.

4.2.1.3. Significativité des coefficients

Avec une probabilité de 0,009, le test de signification montre que le coefficient de régression évalué à -2,881 est moins significatif pour valider la

contribution des recettes agro-industrielles dans le Produit Intérieur Brut en République Démocratique du Congo. On en conclut que les recettes d'exportations des produits agro-industrielles n'avaient pas influé sur les recettes des autres secteurs économiques qui concourent à la formation du Produit intérieur Brut en République Démocratique du Congo, durant la période de notre étude.

Ces résultats contrastent avec les allégations de A. SILEM et al. selon lesquelles « la croissance de surplus agricoles est considérée par certains économistes comme la condition de base de développement économique. »

4.2.1.4. Etude de corrélation et de régression

Les résultats sur le coefficient de corrélation simple sont présentés dans l'annexe VIII.

a) Coefficient de corrélation ($r = - 0,523$)

Les variables PIB et recettes d'exportation agroindustrielle sont une relation linéaire négative de l'ordre de 0,523. Cette valeur montre qu'il y a une relation linéaire décroissance presque parfaite entre le PIB et les recettes d'exportation agroindustrielles.

Ainsi, avec une probabilité de 0,006, la distribution de t-STUDENT établit la significativité de relation entre le Produit Intérieur Brut et les recettes d'exportation des produits agroindustriels en République Démocratique du Congo, durant une période allant de 1980 à 2003.

b) Coefficient de détermination

Le coefficient de détermination ($R^2=0,274$) montre que les recettes d'exportation des produits agroindustriels expliquent très faiblement le comportement du Produit Intérieur Brut à concurrence de 27,4%. Le 72,6% d'évolution restante du Produit Intérieur Brut sont dus à d'autres variables ignorées par le modèle.

La distribution de FISHER-SENEDECOR avec la probabilité de 0,003 atteste la significativité de coefficient. Ce qui voudrait autrement dire que le modèle établit entre les deux variables (PIB et recettes agroindustrielles) est globalement explicatif. Nous sommes donc en droit d'admettre cette relation linéaire entre ces deux variables.

c) Matrice des résultats détaillés de corrélation entre les variables

La matrice de résultats de la corrélation linéaire des variables nous fournit les indicateurs qui rendent exhaustifs les explications du phénomène. Par le tableau ci-dessous, nous présentons les éléments phares de cette corrélation.

Tableau 8 : Corrélation linéaire entre la réalisation et l'exécution du budget

Variable indépendante	Coefficient		Ecart-type	Statistique		Prob.
	Estimé	Corrélation		t-Student	F	
Constant	6,571 430	-	0,868	11,39	-	0,006
Recettes	- 12,127	-	0,332	- 2,881*	-	0,003
Validité	-	-				
Corrélation	-	- 0,523	-		-	0,000
Détermination	-	0,27	-		8,30	0,009
$\bar{R}^2 = 0,359$	DW = 1,325	Reset (0,37)			Jarque-Bera 0,88	

Source : Conception personnelle à partir de données de l'annexe V

Ces résultats font apparaître certaines contradictions avec les hypothèses que nous avons émises a priori. Le coefficient estimé pour les recettes d'exportation des produits agroindustriels (-12,127) n'est pas conforme à nos attentes. En effet, il s'agit d'une contradiction fondée sur l'évolution au sens contraire du PIB par rapport aux recettes d'exportation des produits agroindustriels de notre étude. Ceci peut être les résultats soit de la structure économique qui n'est pas réelle telle qu'on l'avait prévue, soit que l'échantillon disponible ne permet pas une estimation correcte des effets des recettes d'exportations, soit que la détérioration des termes de l'échange n'a pas permis d'apprécier le taux de couverture, soit que le service de la dette a englouti l'essentiel des recettes d'exportations, etc.

La valeur élevée des écart-types témoigne que les effets des recettes d'exportation des produits agroindustriels sur le Produit Intérieur Brut sont sérieusement mi en cause. L'intervalle de confiance de part et d'autre de la valeur estimée de $\hat{b}$, est réellement faible. En effet, la théorie économique selon laquelle le modèle des étapes de croissance économique prôné par Wassily Rostow a perdu un peu de sa substance ; puisque l'hypothèse d'une valeur négative et inférieure (-12,84 ; 11,44) est en contradiction avec les résultats.

La distribution de STUDENT nous permet de rendre compte que les recettes d'exportations des produits agroindustriels dans bien de cas sont un outil important de la relance de l'activité économique. bien que le coefficient de régression contraste avec la valeur théorique de t-de STUDENT, nous sommes dans l'obligation que les recettes d'exportations des produits agroindustriels peuvent être à même de contribuer efficacement à la richesse nationale, si le service de la dette était suffisamment réduit et que les mécanismes de première transformation étaient mis sur pieds pour que les produits agroindustriels exportés trouvent leur part de compétitivité dans la scène des échanges internationaux.

Le faible niveau de coefficient de détermination diminue la portée explicative des recettes d'exportation des produits agroindustriels dans la formation du Produit Intérieur Brut en République Démocratique du Congo de 1980 à 2003. En effet, dans le cas d'espèce, pour engager le pays dans une dynamique de relance agricole, l'économie congolaise doit orienter sa politique agricole vers la promotion des cultures industrielles qui peuvent pourvoir le pays des devises nécessaires et financer la demande des produits vivriers. Autrement dit, les recettes d'exportation des produits agroindustriels ne peuvent réagir efficacement au revenu national qu'après au moins une ou deux décennies, si la politique budgétaire reconnaît sa pertinence dans la politique économique du pays.

En outre, l'analyse de la variance atteste que la croissance économique fondée sur les recettes d'exportation des produits agroindustriels en République Démocratique du Congo ne peut être possible à court terme, à cause de caractère dégradant de sa structure économique. A cela, nous pensons que le faible niveau des recettes d'exportations agroindustrielles vient du fait que les produits agroindustriels livrés sur le marché international ne répondaient pas surtout au critère de compétitivité tels que requis pour renflouer les caisses de l'Etat en devises nécessaires attendues.

De surcroît, il faut encore ajouter que l'essentiel des recettes d'exportations agroindustrielles réalisées était orienté a priori au paiement de la dette publique auprès des institutions des institutions financières internationales aussi bien bilatérales (club de Paris et club de Londres) que multilatérales (Banque Africaine de Développement, Fonds Monétaire International et Banque Mondiale).

Le teste de reset (0,37) confirme l'explication de la forme fonctionnelle de l'équation dont la nécessité de sa transformation en forme linéaire est remise en cause. Ainsi, la distribution de résidus qui ne trahit pas le test de Jarque Bera 0,88 obéit à la loi normale.

Les tests de relâchement des hypothèses de base utilisées dans l'analyse du phénomène certifient nos résultats. En effet, la violation de l'hypothèse de normalité des erreurs a été remise en cause par le test de Jarque--Bera (0,88). Nulle n'était question d'augmenter la taille de l'échantillon pour faire appel à la correction.

La statistique de Durbin-Watson (DW) ne laisse pas augurer d'une auto corrélation des erreurs (DW de loin inférieur à 2). Sous réserve de satisfaction aux autres hypothèses, l'interprétation des résultats ne peut se faire que sur estimation améliorée. Ainsi, de l'observation de ces résultats, on constate que le Produit Intérieur Brut est plus influencé par d'autres recettes que les recettes agroindustrielles.

La non signification du coefficient de détermination ($R^2 = 0,27$) monte le rôle quasi nul joué par les recettes d'exportations agroindustrielles dans la formation du Produit Intérieur Brut. La valeur, également peu significative, du coefficient de détermination corrigé ($\bar{R}^2 = 0,35$) ne contredit pas les hypothèses de cette étude. Ainsi, la corrélation (0,52) entre les recettes d'exportations agroindustrielles et le Produit Intérieur Brut est moins forte ; car, elle est loin inférieure à 75% de la norme. Ceci montre qu'il y a une faible relation de cause à effet entre les variables retenues dans ce modèle.

4.2.2. Analyse de relation entre variables par illustration graphique

Nous allons nous servir de figures pour définir la nature de relation entre le Produit Intérieur Brut et les recettes agroindustrielles en République Démocratique du Congo. Trois figures sont concernées à cet effet.

4.2.2.1. Droite d'ajustement linéaire de relation entre le PIB et les recettes

La tendance générale de la relation entre les deux variables est représentée par la pente de la droite du graphique ci-dessous.

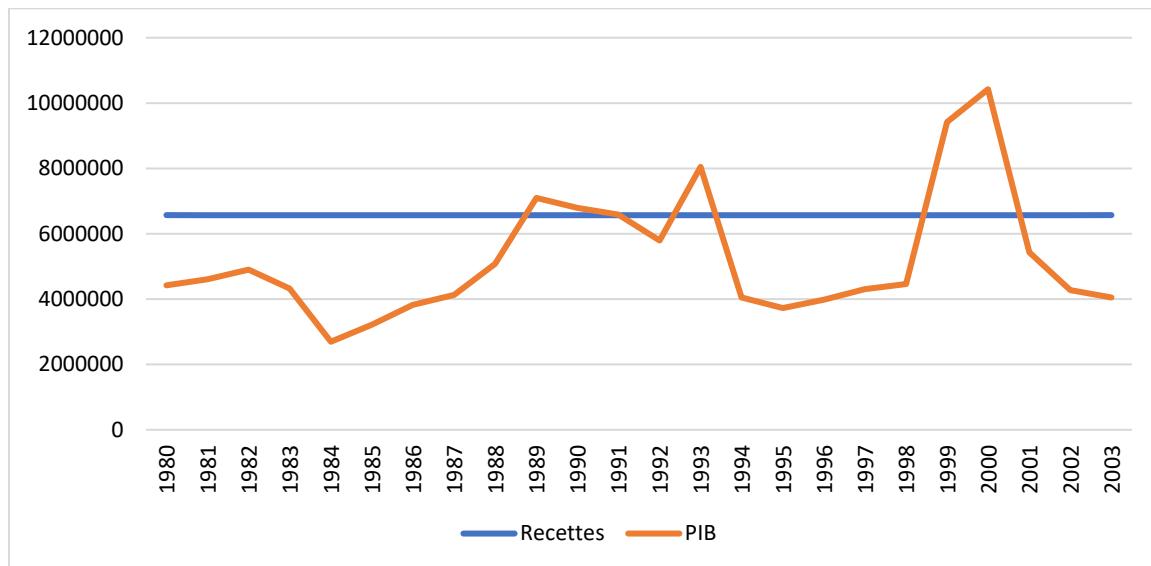


Figure 5 : Illustration du Trend selon la droite $\hat{Y}_t = 6\,571\,430 - 12,127X_t$ et des valeurs brutes des recettes de l'annexe 5.

La droite de la relation entre le PIB et les recettes d'exportations agro-industrielles, établie par l'équation $\hat{Y}_t = 6\,571\,430 - 12,127X_t$, selon les résultats de l'annexe V, présente une tendance généralement décroissante durant toute la période de notre étude, avec le taux de décroissance exprimé à 12,127% l'an. Cette tendance quasiment baissière de Trend montre que les recettes agro-industrielles liées aux exportations diminuaient chaque année de l'ordre de 12,127% dans la formation de Produit intérieur Brut en République Démocratique du Congo.

En d'autres termes, nous pouvons dire que le revenu national n'avait pas bénéficié conséquemment des recettes d'exportations des produits agroindustriels. Les causes de cette absence des recettes agroindustrielles dans le revenu national peuvent provenir de l'assainissement technique et financier dans les sociétés agroindustrielles, de la dégradation de l'environnement économiques (détérioration des infrastructures des voies de transport, conjoncture économique, multiplicité de tracasserie fiscale, etc.), de la baisse de rendement économique, des faillites récurrentes dans le secteur bancaire, etc.

Le second constat est que les fluctuations du Produit Intérieur Brut réel d'une année à l'autre représentent les déviations favorables d'une tendance à long terme du comportement de l'économie nationale. A ce titre, nous pouvons dire que ce comportement flexible de revenu national de la RD Congo avait empêché le congolais moyen à jouir d'un meilleur niveau de vie supérieur à ses parents à court terme. Car, les

structures économiques étaient tellement fragiles qu'elles sont restées moins productives à la hauteur de la demande nationale et étrangère.

4.2.2.2. Estimation du taux de croissance annuel

De l'annexe VI, nous donnons le taux moyen de croissance annuel du Produit Intérieur Brut à partir des valeurs du Trend (valeurs corrigées). La valeur de ce taux s'obtient par le calcul suivant :

$$\text{Log}(1+r) = \frac{\log 6\,338\,555,219 - \log 4\,631\,984,144}{23}$$

$$= 0,005922752$$

$$1+r = \exp_{10} 0,005922752$$

$$1+r = 10^{0,005922752}$$

$$1+r = 1,013731057$$

$$r = 1,013731057 - 1$$

$$r = 0,013731057$$

Il ressort de ce calcul que le PIB a connu les augmentations au taux croissant moyen de 1,37% l'an entre 1980 et 2003, bien que les fluctuations aient été irrégulières à l'état brut.

4.2.2.3. Détermination des mouvements conjoncturels ou cycliques

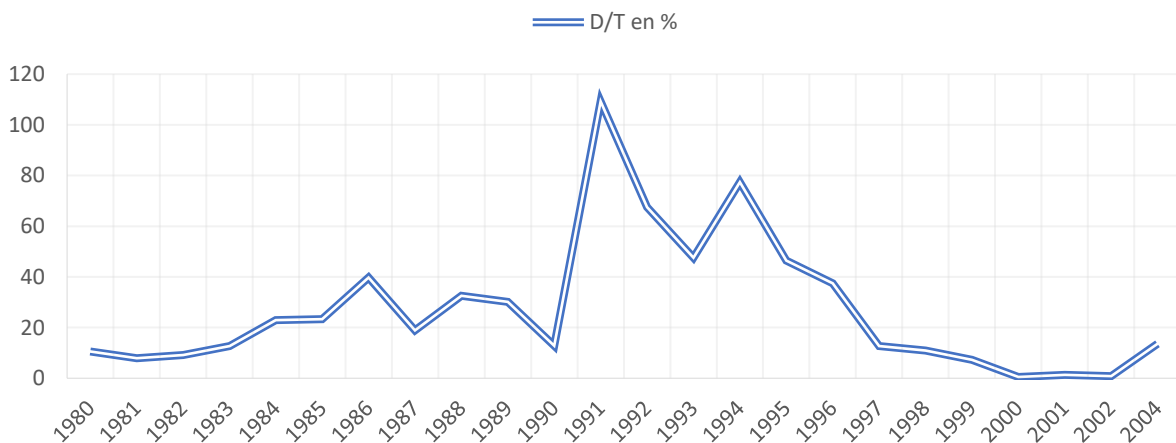


Figure 6 : Illustration des mouvements conjoncturels de recettes des exportations agroindustrielles à partir de l'annexe 7.

Ce graphique nous fait remarquer que les mouvements conjoncturels laissent apparaître deux cycles économiques dont l'un va de 1984 à 1987 et l'autre de 1989 à 1992, soit respectivement 4 ans et 3 ans.

Ces deux périodes caractéristiques de l'économie congolaise désignées par le cycle kitchen (4 ans) et le cycle juglar (9 ans) avaient atteint leurs points maxima (le pic) aux années 1986 (7^{ème} année) et 1992 (12^{ème} année) qui correspondent à la situation de prospérité que l'économie congolaise a connue durant la période de notre étude. En effet, à ces années, les niveaux du PIB sont passés de 100% en 1980 à 108% en 1986 et à 128% en 1992, soit une augmentation respective de 8% et de 28%.

La littérature économique nous renseigne à cet effet que les périodes d'expansion économique rencontrent les décisions du Gouvernement en faveur de la réduction des dépenses publiques, de l'incitation à la formation brute de capital fixe, de l'amélioration des échanges avec le reste du monde, de la rationalité dans la gestion des entreprises publiques, de la libéralisation des prix au producteur, de l'encadrement des paysans, de la réhabilitation de l'outil de production et de l'entretien des routes de desserte agricole.

4.3. Enjeux de la transformation structurelle de l'économie congolaise

Les pouvoirs publics en fixant la trajectoire de la politique économique doivent a priori tenir compte de la dynamique des objectifs du millénaire, en vue d'engager la course avec les nations qui envisagent de décoller dans le processus de développement avec les autres. L'Etat doit, à cet effet, fonder l'horizon de son économie sur les aspects de la mondialisation et de la politique industrielle.

4.3.1. Participation à la mondialisation

Il a été observé à travers les résultats de notre recherche que la RDC participe très faiblement aux enjeux de la mondialisation qui imposent à toutes les nations de compétitivité de ses produits dans le commerce international. A la position actuelle de la RDC, l'ouverture de pays aux échanges extérieurs risque de ne profiter davantage qu'aux économies qui se sont préparées et qui ont atteint un niveau élevé de la compétitivité industrielle. Ainsi, la mondialisation qui a comme élément moteur l'expansion des marchés qui se réalisent à travers une plus large ouverture des frontières nationales au commerce international ainsi qu'aux flux de capitaux et d'informations ne permet pas à la RDC de compétir avec les autres Etats à cause de sa gouvernance calamiteuse et de la structure de son économie.

Notre lecture de choses selon les résultats de l'étude rencontre les idées de Florentin MOKONDA BONZA⁸² qui dit que « le troisième millénaire qui se caractérise par la globalisation place les pays pauvres, également membres de village planétaire, devant trois principaux enjeux : lutte contre la pauvreté, le transfert de la technologie pour accélérer la croissance économique et la nécessité d'une bonne gouvernance nationale performante. » Ajoute-t-il en s'interrogeant que « comment relever les trois défis quand la plupart de ces pays se sont hier spécialiser malgré eux, dans les exportations des produits primaires dont les cours sont fixés unilatéralement par les pays consommateurs (pays du Nord) et suivent l'évolution erratique avec une tendance baissière n'améliorant guère les termes de l'échange. »

La faible part des exportations, le manque de compétitivité des produits locaux et l'inadéquation de l'offre aux besoins des consommateurs mondiaux (à la demande internationale) rendent la RDC essouffler devant les exigences du commerce international. Aussi faut-il ajouter que la quasi-absence des capitaux conséquents pour la relance de l'appareil productif explique la contreperformance de l'économie congolaise face aux enjeux de la mondialisation. Ainsi, la RDC est complètement marginalisée dans la sphère commerciale du monde à cause, non seulement de son faible volume d'exportations agricoles, mais aussi de la nature des produits peu compétitifs au commerce international.

Ces résultats corroborent avec le constat fait par Florentin MOKONDA BONZA⁸³ selon lequel « l'Afrique ne représentant que 2,1% du commerce mondial, sa part serait encore moindre si on exclut l'Afrique de Sud et les pays musulmans du Nord. »

Au regard de cet handicap à la compétition mondiale, nous pensons que la RDC doit envisager une politique d'intégration sous régionale ou régionale en vue de partager le risque des investissements productifs et de commercialisation des produits à exportation ; initier de nouveaux partenariats avec les Nations de l'Occident comme du Continent asiatique et mettre en place une gouvernance qui puisse éliminer les

⁸² F. MOKONDA, Op. Cit, p.37

⁸³ Idem, p.32

gaspillages des ressources afin d'attirer les investissements privés dans le secteur agricole.

4.3.2. Défis de la politique d'industrialisation en RDC

L'industrialisation constitue un défi majeur à l'économie de la RDC. Entrevoir la possibilité de transformer sa structure économique revient à remettre en cause l'actuelle politique d'industrialisation du pays. La politique industrielle en République Démocratique du Congo doit donc viser non seulement la transformation locale des matières premières agricoles, forestière et minière, mais davantage encore les exportations des produits finis ou semi-finis.

Nous sommes en communion d'idées avec Florentin MOKONDA BONZA⁸⁴ qui note que « les pays d'Asie du Sud-Est ont compris la politique industrielle. Dès le début des années 1970, ils se sont lancés dans un procès d'industrialisation tous azimuts, faisant d'eux de grands exportateurs des produits manufacturés. »

Cependant, il faut reconnaître que la RDC n'est pas hostile à cette politique qui engage les Etats dans la phase du développement économique intégral à travers la réalisation de la valeur ajoutée. La complexité et la fragilité des instruments utilisés dans la politique industrielle remettent en cause souvent le nombre d'efforts que certains gouvernements consentent pour l'essor de ce secteur en RDC.

Devant cet état de la question, la RDC comme néophyte dans l'aéropage des pays industrialisés nécessite une cristallisation des structures de production avant de se lancer dans le processus d'industrialisation. Le pays peut baliser les pistes d'industrialisation à condition de mettre en œuvre des structures économiques de base susceptibles d'influencer l'activité économique vers le bien-être de la communauté nationale.

Nous nous appuyons aux idées de A. SILEM⁸⁵ selon lesquelles « d'autres économistes considèrent que pour les pays sous-développés, c'est l'industrialisation qui en fournit les techniques modernes permet le développement de l'agriculture. »

⁸⁴ F. MOKONDA, Op. Cit, p.32

⁸⁵ A. SILEM et al., *Lexique d'économie*, Paris, Dalloz, 2004, p.23

4.3.3. Nécessité d'utilisation du P.I.B.

La fluctuation de l'activité économique en RDC, telle qu'indiquée dans le taux de croissance du PIB, exprime par ricochet le niveau de l'implication de toutes les composantes dans le circuit économique. Il sied aussi de rappeler que durant les trois périodes qui résument cette étude, Les composantes du PIB ont subi de graves secousses dues essentiellement à la précarité de l'outil de production et du système de financement.

En effet, dans la décennie 1980, la ponction du PIB destinée aux dépenses des ménages a été appréciée favorable nonobstant les oscillations annuelles. Cette amélioration en terme réel peut s'expliquer par la diminution du taux moyen de l'inflation. Les dépenses publiques ont été faibles dans le PIB suite à la restriction budgétaire. La formation brute du capitale fixe, comme composante du PIB, a évolué favorablement dans le PIB uniquement dans le secteur privé, alors que les investissements publics ont subi de forte contraction. Les opérations avec le reste du monde ont occupé une part significative dans le PIB, essentiellement à cause des termes de l'échange.

La décennie 1990 consacre la part relative des dépenses des ménages dans le PIB à une proportion supérieure aux autres composantes. Cette faveur s'explique par le ralentissement de la dégradation de l'activité économique. La part des dépenses publiques a été sous-estimée dans le PIB à cause de la fragilité de l'outil de production et des structures politiques. L'investissement n'a utilisé qu'une faible partie de PIB. Il faut remarquer que cette très faible part était constituée essentiellement des investissements privés internes, car le pays était tombé dans un imbroglio économique à savoir l'inflation, l'insécurité politico-judiciaire, etc. les échanges avec le reste du monde n'ont pas eu d'égard significatif à cause de faibles opérations économique et du service de la dette.

La période quaternaire de 2003 renseigne que les dépenses des ménages ont augmenté dans le PIB, suite à la stabilité des prix intérieur ayant un impact positif sur les revenus des ménages. Les dépenses publiques ont également gonflé dans le PIB. Elles se justifient par la réunification de l'ensemble du pays qui a influé sur les dépenses relatives à la paie de fonctionnaires, de l'armée et de la *police* ainsi que le fonctionnement des institutions et des ministères. La formation brute de capital fixe présente une variation positive dans le PIB, imputable à l'émergence de secteur privé et des initiatives publiques. Les échanges avec le reste du monde ont utilisé une faible part du PIB à cause de détérioration des termes de l'échange.

CONCLUSION

Au terme de ce travail dont l'objet consistait à dégager la contribution des recettes des produits agroindustrielles à la formation des Produits Intérieur Brut en République Démocratique du Congo durant une période allant de 1980 à 2003, nous avons l'obligation de présenter son économie générale.

L'objet de notre étude était de savoir si le volume des recettes agroindustrielles était suffisant dans la formation du Produit intérieur Brut et d'expliquer les facteurs à base de ce niveau de recettes réalisées. La problématique était centrée autour des questions suivantes :

- Quelle est l'évolution de la production, des exportations agro-industrielles et du Produit Intérieur Brut en République Démocratique du Congo de 1980 à 2003 ?
- Quelle est leur part des recettes d'exportations agro-industrielles dans le Produit Intérieur Brut en République Démocratique du Congo de 1980 à 2003 ?
- Quels sont les enjeux de la transformation structurelle de l'économie congolaise par les cultures industrielles ?

Les hypothèses émises au regard des questions de recherche posées à la problématique s'énonçaient que :

- L'évolution de la production, des exportations agro-industrielles et du Produit Intérieur Brut en République Démocratique du Congo de 1980 à 2003 serait croissante ;
- La part des recettes d'exportations agro-industrielles dans le Produit Intérieur Brut en République Démocratique du Congo de 1980 à 2003 serait significativement considérable ;
- Les enjeux de la transformation structurelle de l'économie congolaise par les cultures industrielles seraient liés à la mondialisation, à la politique d'industrialisation, à la désarticulation de structures de l'économie domestique, etc.

Les objectifs spécifiques assignés à cette étude consistaient à :

- Indiquer l'évolution de la production, des exportations agro-industrielles et du Produit Intérieur Brut en République Démocratique du Congo de 1980 à 2003 ;

- Dégager la part des recettes d'exportations agro-industrielles dans le Produit Intérieur Brut en République Démocratique du Congo de 1980 à 2003 ;
- Présenter les enjeux de la transformation structurelle de l'économie congolaise par les cultures industrielles, notamment café, cacao, coton, caoutchouc et huile de palme, pour un développement économique soutenu.

Pour vérifier les hypothèses et atteindre les objectifs, nous avons utilisé la technique documentaire pour récolter les données et recouru à la méthode inductive pour expliquer les résultats. Le traitement des données est réalisé grâce à l'analyse indiciaire, à la variation en pourcentage, à l'analyse du taux de croissance, au calcul de taux de croissance et au logiciel SPSS.10 pour l'analyse économétrique qui nous ont conduit aux résultats que voici :

- La production agro-industrielle a connu une évolution en dents de scie de 1980 à 1992 passant de 100% en 1980 à 83% en 1983 et à 128% en 1992, soit respectivement une diminution de 17% et une augmentation de 28%.
- L'évolution de la production, à partir de l'année 1995 jusqu'à 2003, a eu une tendance à la baisse allant de 65% en 1993 à 13% en 2003, soit une diminution respective de 35% et de 87%.
- Les exportations sont restées décroissantes durant toute la période, allant de 100% à l'année de base 1980 à 60% en 1992 et à 7% en 2003, soit une baisse respective de 40% et de 93%.
- Le taux de variation annuel est passé de 10% en 1980 à une baisse de 51,1% en 2002 pour la production et de 32,6% en 1980 à la baisse de 50,9% en 2001 pour les exportations par rapport aux années qui les précèdent.
- Les recettes d'exportation des produits agro-industriels sont passées de 100% en 1980 à 180% en 1986, de 3% en 2000 et de 7% en 2002, soit une hausse de 80% en 1986 et une baisse de 97% en 2000 et de 93% en 2002.
- Le PIB était de 110% en 1982, de 156% en 1990 et de 235% en 2000, soit un accroissement respectif de 10%, de 56% et 135% par rapport à l'année de base 1980.

- Le taux de croissance annuel des recettes a varié positivement de l'ordre de 31,7% en 1981, de 173% en 2002 et de 171,2% en 1997, d'une part, et négativement de l'ordre de 12,4% en 1986 et de 31,5% en 2002.
- Le taux de variation annuel du PIB est resté positif en 1999, 1990 et 1986 à concurrence respective de 111,3%, de 39,7% et de 19,7%, d'un côté, et négatif en 1984 de 11,7% et en 2002 de 21,3%.
- Le coefficient de régression présenté par l'équation $\hat{Y} = 6\,571\,430 - 12,12X$ renseigne que les recettes d'exportation des produits agroindustriels avaient contribué négativement à la formation du Produit Intérieur Brut en RDC durant les années de notre étude.
- Le taux moyen annuel de croissance du PIB, en considérant les valeurs corrigées de la tendance générale fixées à 1,37%, montre que les recettes d'exportation des produits agroindustriels auraient pu augmenter positivement et contribuer au revenu national, si les structures économiques du pays mettaient l'accent spécifique sur le secteur agro-industriel.
- L'étude des mouvements conjoncturels explique que l'activité économique a connu deux périodes de prospérité, sanctionnées par le cycle kitchin de 1983 à 1987 et le cycle juglar de 1989 à 1997, non consécutives aux recettes d'exportation des produits agroindustriels.
- Le coefficient de détermination, avec une probabilité de 0,009 et une distribution de Fisher de 8,3%, renseigne que les recettes d'exportations agroindustrielles n'ont le pouvoir d'expliquer la formation du PIB qu'à l'ordre de 27,4%.
- Le coefficient de corrélation (- 0,523) avec une probabilité de 0,006 et une distribution de t-de STUDENT de (- 2,881) consacre l'existence d'une relation linéaire, mais contraire entre PIB et recettes d'exportation des produits agroindustriels.

Au regard des résultats susvisés, nous disons que les recettes d'exportation des produits agro-industriels n'ont pas contribué de façon positive à la formation du Produit Intérieur Brut en République Démocratique du Congo durant la période allant de 1980 à 2003. L'augmentation du PIB était liée aux recettes autres que les recettes d'exportations agroindustrielles. Ainsi, nous pouvons infirmer nos hypothèses.

Eu égard à ce qui précède, nous suggérons que :

- Le gouvernement rende incitatif le code d'investissement en matière agricole et veille à politique de développement rural ;
- L'Etat congolais subventionne les sociétés agroindustrielles en faillite et facilite la première transformation pour rendre compétitifs nos produits agroindustriels exportés ;
- Les pouvoirs publics définissent la structure de l'économie congolaise sur le financement du secteur agricole, plus spécialement les produits d'exportations agroindustrielles qui restent pourvoyeurs des devises étrangères.

Comme œuvre humaine, ce travail est perfectible et s'attend aux critiques objectives et constructives. Toutefois, nous pensons avoir contribué à l'édifice scientifique dans le domaine de l'économie pure. Nous invitons les chercheurs qui voudrions bien approfondir notre champ de recherche en développant une analyse multivariée par le couplage de deux ou trois variables indépendantes.

BIBLIOGRAPHIE

I. OUVRAGES

- ANONYME, *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture*, Rome, FAO, 1974.
- ANONYME, *Perspectives à moyen terme des produits agricoles, projection à l'horizon 2000*, Etude de FAO Développement Economique et Social 120, Rome, 1995.
- ARCHAMBAUT E., *Comptabilité nationale*, Paris, Economica, 2003.
- AUGER, P. et GRAMEX M.D., *Encyclopédie internationale des sciences et des techniques*, Paris, Les Presses de la cité, 1975.
- AZOULAY G. et SAIZAL R., *Réforme des politiques économiques en Afrique Subsaharienne dans les années 1980 et performances de secteur agricole*, Etude de FAO Développement économique et social 127, Rome, 1994.
- BLANCHARD, O. et COHEN, D., *Macroéconomie*, Paris, Pearson, 2004.
- CAVES R. et JONNES R., *Economie internationale*, Paris, Armand Colin, 1981.
- COSTER R., *Expérience de développement agricole en Afrique tropicale*, Paris, Maison la neuve et Larose, 1968.
- De RONGE Y. et CERRADA K., *Contrôle de gestion*, Paris, Pearson, 2001.
- ELA J.M., *L'Afrique des villages*, Paris, Karthala, 1982.
- FONTANEL J., *Organisation économique internationale*, Paris, Masson, 1981.
- GAGNEY F., *Comprendre l'économie africaine*, Paris, Harmattan, 1981.
- GILLIS M., *Economie de développement*, Bruxelles, De Broeck, 1998.
- GRAWITZ M., *Méthodes en sciences sociales*, Paris, Dalloz, 2001.
- GRIFFON N.H. et LEMELE J.P., *Les politiques agricoles et alimentaires en Afrique*, Kinshasa, Ministère de coopération et de développement, 1991.
- JORDAN S.R., *La coopération multinationale pour le développement économique, social et scientifique*, Paris, International, 1975.
- KOTLER P., *Marketing management : Analysis, planning and control*, Washington, Public union, 1973.

- KRUGMAN P.R. et OBSTIFELD D., *Economie internationale*, Bruxelles, Nouveaux horizons, 1995.
- LABONNE, M. et LEGAGNEUX, B., *Problème des régions arides et Modernisation de l'agriculture fluviale*, Paris, P.V.F., 1960.
- LECAILLON, J. et LABROUSSE, C., *Statistique descriptive*, Paris, 2^{ème} édition CUJAS, 1975.
- MANKIW, G., *Principes de l'Economie*, Paris, Economica, 1998.
- MARCHAL, L., *L'or blanc*, Bruxelles, Gérard et Verviers, 1963.
- MEYNARD, L., *La connaissance*, Paris, Eugene, 1963.
- NORRO M., *Economie africaine*, Bruxelles, de Broeck, 1998.
- RAEMAEEKERS R.H., *Agriculture en Afrique tropicale*, Bruxelles, DGI, 2001.
- RODLOFF M., *Economie internationale*, Paris, CUJAS, 1982.
- SILEM A. et ALBERTINI J.M., *Lexique d'économie*, Paris, Dalloz, 2004.
- TABOSAKA E.K., *Politique de sécurité alimentaire en Afrique*, Rome, FAO Division de l'analyse des politiques : Etude FAO Développement économique et social 93, 1994.

II. ARTICLES

- DUPIN H., « Nutrition humaine et développement économique et social », in *Revue Tiers-Monde*, PUF, Tome XIV, N°65, juin-sept, 1975.
- MUKOKO S., « Politique économique en RDC : les leçons de trois décennies », in *Notes de conjoncture*, Nouvelles séries, Vol. I, N°1, octobre 2003.

III. COURS

- BISABANDA C., *Méthodologie de recherche en Economie*, Cours inédit, IFA/YGB, 2001.
- BOFOYA B., *Principes d'Econométrie*, cours inédit, UNIKIS, FSEG, 2001.
- ESISO F., *Méthodes des sciences sociales*, Cours inédit, UNIKIS, FSSPA, 2001.

- KAMATA F., Théorie de l'économie et des finances publiques, cours inédit, UNIKIS, FSEG, 2007.
- KAWATA J., Fluctuation et croissance économique, Cours inédit, UNIKIS, FSEG, 2006.
- MAFIKIRI A., Séminaire de l'Economie rurale, Cours inédit, UNIKIS, FSEG, 2006.
- MOKONDA F., Politique agricole, Cours inédit, UNIKIS, FSEG, 2007.
- MOKONDA F., Politique économique, Cours inédit, UNIKIS, FSEG, 2007.
- MOKILI F., Comptabilité nationale, Cours inédit, UNIKIS, FSEG, 2004.
- MUHEME G., Economie de développement, Cours inédit, UNIKIS, FSEG, 2006.
- MUSA F., Histoire économique, Cours inédit, UNIKIS, FSEG, 2003.

ANNEXES

ANNEXE I : Production et exportation des produits agro-industriels de notre étude en tonnes

Année	CACAO		CAFE		CAOUTCHOUC		HUILE DE PALME		COTON			TOTAL	
	Product	Export.	Product	Export.	Product.	Export.	Production	Export.	Fibres	Tourt.	Tourt.	Production	Exportation
1979	3 534	3494	60 039	55 039	19 876	17 888	98 513	-	6 000	618	-	183 180	76 426
1980	4 218	4177	73 868	67 717	21 269	19 472	93 155	10 007	9 741	-	-	202 251	101 373
1981	4 513	4478	64 043	59 043	20 174	18 509	97 846	6 154	8 000	248	-	194 824	88 184
1982	4 169	4137	64 938	59 938	17 254	14 927	88 198	4 169	8 300	248	-	183 107	83 171
1983	4 486	4450	60 488	55 488	15 016	13 014	78 700	5 177	8 505	1 010	766	168 205	78 895
1984	4 340	4274	71 776	66 796	15 215	14 607	85 644	6 385	9 710	1 200	-	187 885	92 062
1985	4 530	4595	66 560	56 423	13 078	11 028	87 334	13 920	7 368	720	-	189 590	85 966
1986	5 238	5233	110 386	109 007	14 165	134 552	82 500	1 885	65 907	486	-	219 372	120 977
1987	4 767	4758	105 417	77 221	12 365	10 699	74 500	1 287	6 217	490	100	203 756	94 065
1988	5 046	5038	91 000	54 131	11 700	10 625	77 789	205	3 569	490	100	189 594	70 097
1989	5 050	5010	109 900	107 577	11 500	9 797	76 145	302	4 299	490	-	207 384	122 686
1990	5 429	5384	126 929	83 482	9 479	6 977	881 259	1 706	3 513	764	-	227 373	97 549
1991	5 384	4267	153 291	74 671	11 157	5 512	86 716	2 514	3 723	568	-	260 839	86 946
1992	7 361	3049	714 417	51 359	9 738	7 111	33 503	-	9 190	381	-	131 590	61 519
1993	7 453	3421	69 903	43 512	8 497	3 516	27 290	-	9 200	208	-	122 551	50 449
1994	7 547	6224	69 817	54 736	7 414	2 932	17 052	200	9 150	688	-	111 668	64 092
1995	7 551	2120	67 723	46 795	6 450	2 890	19 562	5 586	9 100	681	-	111 167	57 391
1996	7 576	3468	62 067	42 887	5 611	3 095	18 612	1 150	9 051	674	-	103 555	50 600
1997	7 235	3295	53 998	37 312	5 274	2 909	17 707	2 237	9 142	681	-	94 037	43 753
1998	6 909	3131	46 978	32 462	4 957	2 734	16 846	49	9 234	688	-	85 612	38 376
1999	6 565	2975	40 764	22 311	5 000	5 000	6 102	18	8 772	654	-	67 857	30 304
2000	6 562	2827	36 045	11 330	4 699	4 699	4 490	-	8 333	622	-	61 683	18 856
2001	6 235	2397	32 058	2 632	4 216	4 216	4 472	-	7 916	562	-	55 459	9 249
2002	5 749	2617	48 087	5 260	3 783	4 783	46 633	-	7 520	562	-	27 085	12 660
2003	5 710	1176	32 050	2 866	3 541	3 541	5 827	-	7 144	534	-	54 806	7 583

Source : Rapport de la Banque Centrale du Congo de 1985, 1992,1999 et 2004

Légende : 1) Product = Production
 2) Export. = Exportation
 3) Tourt. = Tourteaux

ANNEXE II : REPARTITION DES RECETTES D'EXPORTATION DES PRODUITS AGRO-INDUSTRIELS EN MILLIERS DE DTS

Année	Cacao	Cafe	Caoutchouc	Huile de palme	Coton	S/total	Produits agricoles	Produits miniers	PRODUITS INDUSTRIELS	TOTAL GENERAL
1980	5 247	125 805	16 107	11 539	1 230	159 928	185 515	1 325 278	53 553	1 564 346
1981	5 125	81 293	12 636	9 547	1 562	109 163	137 629	1 148 390	247 957	1 533 976
1982	3 820	97 303	6 927	5 915	1 620	115 585	148 599	1 110 274	242 400	1 501 273
1983	3 238	124 910	10 299	4 517	786	143 750	161 039	1 190 810	266 455	1 578 304
1984	4 562	194 606	11 559	16 463	1 696	228 886	258 886	1 283 574	353 098	1 895 558
1985	4 348	167 503	11 518	15 693	1 214	200 276	224 142	1 372 794	336 437	1 933 373
1986	5 190	275 032	6 675	2 253	308	289 458	327 448	947 640	113 690	1 388 778
1987	3 518	100 259	6 845	1 220	509	112 351	444 022	965 612	153 009	1 262 643
1988	2 494	143 857	4 312	874	-	1 537	175 984	1 280 112	120 166	1 576 262
1989	1 870	91 450	4 310	1 790	251	99 671	127 480	1 444 880	130 099	1 702 459
1990	1 286	138 012	4 859	519	184	144 860	175 977	1 199 775	178 753	1 554 505
1991	989	67 700	1 939	1 402	233	72 263	120 232	888 475	103 693	1 112 400
1992	1 300	37 600	3 000	233	314	42 447	67 600	689 478	112 300	869 278
1993	410	87 000	900	-	-	88 310	105 000	617 500	95 600	818 100
1994	1 100	235 300	2 700	300	100	239 500	272 200	514 100	90 600	876 900
1995	900	194 700	4 600	543	606	201 352	238 700	704 600	119 100	1 062 400
1996	1 000	280 300	6 200	746	2 080	290 326	324 900	724 200	142 300	1 189 600
1997	900	82 100	3 300	700	-	87 000	109 000	760 100	131 200	1 000 300
1998	1 100	80 000	6 300	100	700	88 200	114 900	868 000	77 700	1 060 600
1999	200	66 600	900	300	400	68 400	78 800	425 000	86 500	590 300
2000	-	5 800	-	300	-	6 100	25 200	445 200	158 200	628 600
2001	-	15 800	900	-	-	16 700	44 500	492 500	168 100	706 100
2002	570	10 703	166	-	-	11 439	17 512	671 899	162 219	851 539
2003	3 264	13 249	2 690	-	-	19 203	35 144	1 077 498	265 937	1 378 500
Total							4 601 409			2 963 094

Source : Rapport de la Banque Centrale du Congo de 1985, 1990, 2000 et 2004

ANNEXE II : Estimation du Produit Intérieur Brut et cours de change interbancaire en Droits de Tirage Speciaux (DTS)

Année	Estimation du Produit Intérieur Brut			Cours de change en DTS	Recettes d'exportation
	En million de CDF aux prix de 2000	Aux prix courant	En million de DTS		
1980	483 839,556	17 182,9 ⁸⁶	4 423,5	3,88 ⁸⁹	159 928
1981	495 441,466	23 780,9	4 608,7	5,16	109 163
1982	492 964,256	31 110,4	4 899,3	6,35	115 585
1983	499 914,054	59 134,4	4 325,8	13,67	143 750
1984	527 660,340	99 724,4	2 695,9	36,99	228 886
1985	530 298,641	147 214,1	3 212,2	45,83	200 276
1986	555 328,737	187 138,6	3 826,1	48,91	289 458
1987	570 322,613	8 610 000,0	4 132,8	208,33	112 351
1988	573 744,549	1 657 300,0	5 079,3	326,28	1 537
1989	565 712,125	3 440 600,0	7 094,9	484,94	99 671
1990	528 375,125	6 717 100,0	6 793,1	988,82	144 860
1991	483 885,939	141 624 200,0	6 584,0	21 506,94	72 263
1992	433 077,916	5 296 370 300,0	5 790,2	914 706,33	42 447
1993	374 557,451	80 771 588 900,0	8 044,6	10 040 376,17 ⁹⁰	88 310
1994	360 059,735	6 934 164,6 ⁸⁷	4 045,9	1 721,59	239 500
1995	362 641,520	39 642 097,2	3 730,1	10 627,80	201 352
1996	358 603,343	2 289 625 465,0	3 980,7	72 757,50	290 326
1997	339 206,854	780 381 686,6	4 307,3	181 174,70	87 000
1998	333 315,088	998 982 993,7	4 458,1	219 166,10	88 200
1999	319 082,170	51 823,9 ⁸⁸	9 422,5	5,58 ⁹¹	68 400
2000	297 065,500	297 064,5	10 429,3	28,54	6 100
2001	290 827,100	1 407 545,0	5 430,3	259,15	16 700
2002	300 914,410	1 922 300,0	4 273,7	449,84	11 439
2003	318 348,765	2 285 520,4	4 045,9	564,44	19 203

Source : Rapport de la Banque Centrale du Congo de 1985, 1990, 2000 et 2004

ANNEXE IV : Part des produits exportés dans les recettes d'exportation en %

Année	PART							
	Taux de recettes globales d'exportation			Taux dans les recettes agricoles				
	Produits agricoles	Produits miniers	Produits industriels	Cacao	Café	Caoutchouc	Coton	Huile de palme
1980	0,6	4,4	0,11	0,11	2,73	0,35	0,02	0,25
1981	0,5	3,8	0,8	0,08	1,76	0,27	0,03	0,20
1982	0,5	3,7	0,8	0,08	2,11	0,15	0,03	0,12
1983	0,5	4,0	0,7	0,07	2,71	0,22	0,01	0,09
1984	0,9	4,3	1,1	0,09	4,22	0,25	0,03	0,35
1985	0,8	4,6	1,1	0,09	3,64	0,24	0,02	0,34
1986	1,1	3,1	0,3	0,11	5,97	0,14	0,01	0,04
1987	0,4	3,2	0,5	0,07	2,17	0,14	0,01	0,02
1988	0,5	4,3	0,4	0,05	3,12	0,09	0,00	0,01
1989	0,4	4,8	0,4	0,04	1,98	0,09	0,01	0,03
1990	0,5	4,0	0,6	0,02	2,99	0,10	0,00	0,01
1991	0,4	2,9	0,3	0,02	1,47	0,04	0,01	0,03
1992	0,2	2,3	0,3	0,02	0,81	0,06	0,01	0,01
1993	0,4	2,0	0,3	0,01	1,89	0,01	0,00	0,00
1994	0,9	1,7	0,3	0,02	5,11	0,05	0,00	0,01
1995	0,8	2,3	0,4	0,01	4,23	0,09	0,01	0,01
1996	1,0	2,4	0,4	0,02	6,09	0,13	0,04	0,01
1997	3,7	2,5	0,4	0,01	1,78	0,07	0,00	0,01
1998	0,4	2,9	0,2	0,02	1,73	0,13	0,01	0,00
1999	0,3	1,4	0,2	0,00	1,44	0,04	0,01	0,01
2000	0,1	1,5	0,5	0,00	0,12	0,00	0,00	0,01
2001	0,1	1,6	0,5	0,00	0,34	0,04	0,00	0,00
2002	0,0	2,2	0,5	0,01	0,23	0,00	0,00	0,00
2003	0,1	3,6	0,8	0,07	0,28	0,58	0,00	0,00
TOTAL	14,6	73,4	11,9	1,02	58,82	3,28	0,26	1,56

Source : Rapport de la Banque Centrale du Congo de 1985, 1990, 2000 et 2004

⁸⁶ Exprimés en millions de Zaïres⁸⁷ Exprimés en milliards de nouveaux Zaïres⁸⁸ Exprimés en millions de Francs congolais (CDF)⁸⁹ Exprimés en millions de Zaïres⁹⁰ Exprimés en milliards de nouveaux Zaïres⁹¹ Exprimés en millions de Francs congolais (CDF)

ANNEXE V : Résultats du Traitement des données au moyen du Logiciel SPSS.10 par le Professeur Gratien Mokonzi

5.1. Valeurs de coefficient de régression

Coefficient	Valeurs	Ecart-types
Constante	6,571 430	0,868
Recettes d'exportations agroindustrielles	- 12,127	0,332

Source : Conception personnelle à partir des résultats obtenus après le traitement des données de l'annexe III par le logiciel

5.2. Valeurs de coefficient de corrélation et de détermination

Coefficient	Valeurs	Probabilité
Corrélation	- 0,523	0,006
Détermination	0,27	0,003

Source : Conception personnelle à partir des résultats obtenus après le traitement des données de l'annexe III par le logiciel

5.3. Valeur de t-de STUDENT et de F de FISHER DE SNEDECOR

Coefficient	t-de STUDENT	F de FISHER-SNEDECOR	Probabilité
Constante	11,39	-	0,000
Détermination	- 2,881*	8,30*	0,009

Source : Conception personnelle à partir des résultats obtenus après le traitement des données de l'annexe III par le logiciel

Légende : * = valeur significative parce que supérieur à la probabilité.

ANNEXE VI : Valeurs corrigées pour établir la droite de régression de la relation PIB et recettes d'exportation agroindustrielles

Année	TREND	Valeur brute
1	6 571 417,87	4 423 500
2	6 571 405,75	4 606 700
3	6 571 393,62	4 899 300
4	6 571 381,49	4 325 800
5	6 571 369,37	2 695 900
6	6 571 357,24	3 212 200
7	6 571 345,11	3 826 100
8	6 571 332,96	4 132 800
9	6 571 320,86	5 079 300
10	6 571 306,73	7 094 900
11	6 571 296,60	6 793 100
12	6 571 284,48	6 584 000
13	6 571 272,35	5 790 200
14	6 571 260,22	8 044 600
15	6 571 246,10	4 045 900
16	6 571 235,97	3 730 100
17	6 571 223,84	3 980 700
18	6 571 211,71	4 307 300
19	6 571 199,59	4 458 100
20	6 571 187,46	9 422 500
21	6 571 175,33	10 423 300
22	6 571 163,21	5 430 300
23	6 571 151,08	4 272 700
24	6 571 136,96	4 045 900

Source : Calcul personnel à partir de l'annexe III

ANNEXE VII : CALCUL DES COEFFICIENTS CONJONCTURELS DES RECETTES D'EXPORTATION AGROINDUSTRIELLES

Année t ou X	Indice des recettes Y ou D	t- $\bar{t}$ ou x	Y - $\bar{Y}$ ou y	x ²	xy	Indice de l'ordonnée de longue durée (t) T= $\bar{Y} \pm a[x]$	D/T en %
1	100	- 11,5	20,3	132,25	- 233,45	79,7 - (-2,69) x 11,5 = 947,485	10,55
2	68	- 10,5	- 11,7	110,25	122,85	10,5 = 865,095	7,86
3	72	- 9,5	- 7,7	90,25	73,15	9,5 = 782,705	9,19
4	89	- 8,5	9,3	72,25	- 76,05	8,5 = 700,315	12,70
5	142	- 7,5	62,3	56,25	- 467,25	7,5 = 617,925	22,98
6	125	- 6,5	45,3	42,25	- 294,45	6,5 = 535,535	23,34
7	180	- 5,5	100,3	30,25	- 551,65	5,5 = 453,145	39,72
8	70	- 4,5	- 9,7	20,25	43,65	4,5 = 370,755	18,88
9	94	- 3,5	14,3	12,25	- 50,05	3,5 = 288,365	32,59
10	62	- 2,5	- 17,7	6,25	44,25	2,5 = 205,975	30,10
11	90	- 1,5	10,3	2,25	- 15,45	1,5 = 123,585	72,82
12	45	- 0,5	- 34,7	0,25	17,35	0,5 = 41,195	109,23
13	26	0,5	- 53,7	0,25	- 26,85	79,7 + (-2,69) x 0,5 = 38,505	67,52
14	55	1,5	- 24,7	2,25	- 37,05	1,5 = 115,515	47,61
15	149	2,5	69,3	6,25	173,25	2,5 = 192,525	77,39
16	125	3,5	45,3	12,25	158,55	3,5 = 269,535	46,37
17	130	4,5	50,3	20,25	126,35	4,5 = 346,545	37,51
18	54	5,5	-25,7	30,25	- 141,35	5,5 = 423,555	12,74
19	55	6,5	- 24,7	42,25	- 160,55	6,5 = 500,565	10,98
20	42	7,5	- 37,7	56,25	- 282,75	7,5 = 577,575	7,27
21	3	8,5	- 76,7	72,25	- 651,95	8,5 = 654,585	0,49
22	10	9,5	- 69,7	90,25	- 662,15	9,5 = 731,595	1,36
23	7	10,5	- 72,7	110,25	- 763,35	10,5 = 808,605	0,86
24	120	11,5	40,3	132,25	463,45	11,5 = 885,615	13,54
$\Sigma = 300$	1 913			1 150	-3 094,50		
$\bar{X} (\bar{Y}) = 12,5$	79,71						

Source : Calcul personnel à partir de l'annexe III

$$\hat{a} = \frac{\sum xy}{\sum x^2} = \frac{-3\,094,5}{1\,150} = -2,69$$

$$D/T = 100/947,485 = 0,1055 \text{ pour l'année 1, soit } 10,55$$